



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8576^e séance

Mercredi 17 juillet 2019, à 10 heures
New York

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Licharz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Liu Yang
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Pierce
Fédération de Russie	M. Kuzmin
France	M. Fize
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alajmi
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Dickson

Ordre du jour

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Lettre datée du 20 mai 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le
Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des
Tribunaux pénaux (S/2019/417)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Lettre datée du 20 mai 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (S/2019/417)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Rwanda et de la Serbie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M^{me} Nela Kuburović, Ministre de la justice de la Serbie, et à S. E. M^{me} Zdravka Bušić, Secrétaire d'État aux affaires politiques de la Croatie.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter des exposés, à participer à la présente séance : le juge Carmel Agius, Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux; et M. Serge Brammertz, Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/417, qui contient une lettre datée du 20 mai 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

Je donne maintenant la parole au juge Agius.

Le juge Agius (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre une nouvelle fois la parole devant le Conseil de sécurité, cette fois en qualité de Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. J'ai beaucoup de chance d'avoir pris la direction du Mécanisme à une période où cette institution est solide et bien établie. Le mérite en revient aux efforts inlassables et au travail exceptionnel de mon prédécesseur, le juge Theodor Meron, conjugués à ceux de mes collègues, les juges

éminents du Mécanisme et, bien entendu, de notre remarquable personnel.

Cela ne veut pas dire pour autant que les premiers mois que j'ai passés à la tête de l'institution ont été faciles. Le rôle du Président du Mécanisme est exigeant : diriger une institution qui opère sur deux continents, avec des juges et des fonctionnaires issus de plusieurs systèmes juridiques et ayant des expériences diverses, qui travaillent dans des fuseaux horaires différents, et répartir nos efforts liés à la résolution de questions judiciaires résiduelles portant sur deux conflits clairement distincts, qui se posent après la fermeture du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Bien entendu, j'avais connaissance de ces circonstances particulières avant d'assumer la présidence, puisque j'avais exercé les fonctions de juge du Mécanisme dès la mise en service de celui-ci en 2012, et celles de juge du TPIY pendant de nombreuses années auparavant. Et pourtant, j'ai été étonné et fasciné de constater à quel point le Mécanisme était différent des institutions qui l'ont précédé.

En dépit de notre mandat singulier et des nombreux défis qui se poseront sans aucun doute, je reste fermement résolu, premièrement et avant tout, à faire en sorte que les procédures judiciaires résiduelles en cours dans les deux divisions du Mécanisme, à Arusha et à La Haye, soient menées à terme efficacement et dans les meilleurs délais, tout en gardant à l'esprit les garanties procédurales et les droits fondamentaux à un procès équitable; deuxièmement, à améliorer la coordination entre les deux divisions et l'harmonisation de leurs pratiques et procédures; et troisièmement, à faire tout mon possible pour promouvoir un environnement de travail positif afin de favoriser au plus haut point le moral et les performances du personnel. Ces objectifs cadrent avec les priorités que j'ai fixées lorsque j'ai pris mes fonctions de Président et qui sont détaillées dans le rapport sur l'avancement des travaux du Mécanisme pour la période allant du 16 novembre 2018 au 15 mai 2019, document portant la cote S/2019/417. Je me dois d'ajouter que ce rapport rend compte en partie du travail accompli sous la direction du Juge Meron, Président du Mécanisme jusqu'au 19 janvier 2019, date à laquelle je lui ai succédé à la tête de notre admirable institution.

Ainsi qu'il est exposé dans le rapport que j'ai présenté au Conseil, le Mécanisme continue de travailler de manière dynamique afin d'achever ses travaux judiciaires résiduels. Il convient de noter que la plupart de

ces travaux ont été accomplis par des juges qui travaillent à distance, avec l'aide du personnel des Chambres dans les deux divisions, conformément à l'obligation que nous avons d'opérer de manière efficace et économique. Au cours des sept années d'existence du Mécanisme, les juges ne se sont retrouvés ensemble qu'à deux reprises, lors de réunions plénières tenues en leur présence. La deuxième réunion de ce type, et la première à se tenir à la division du Mécanisme à Arusha, a eu lieu cette année au mois de mars, et nous a donné, à mes collègues et moi, la chance unique de discuter de questions pratiques et substantielles, de nous familiariser avec la nouvelle salle d'audience et de rencontrer les membres de notre personnel dévoué qui travaille en Tanzanie. Cette occasion de nous réunir a été des plus précieuses et j'espère qu'elle se présentera régulièrement.

J'en viens à présent à notre charge de travail. Je suis heureux d'annoncer que l'arrêt dans l'affaire *Karadžić* a été rendu le 20 mars, cap crucial pour le Mécanisme qui clôture là l'une de ses plus importantes affaires. Fait notable, la procédure a été menée à son terme dans les délais en dépit des changements intervenus fort tardivement dans la composition du collège des juges. Je voudrais en particulier féliciter le Juge Vagn Joensen, qui a pris le relais en tant que Président de la Chambre d'appel, et le Juge Ivo Nelson de Caires Batista Rosa qui, après avoir été désigné, a rapidement assumé les responsabilités complexes et importantes qui lui avaient été attribuées.

Pour ce qui est des autres procès en cours à La Haye, je suis également heureux d'annoncer que la modification de la composition du collège des juges dans l'affaire *Mrđić* fin 2018 n'a pas entraîné de retard dans la procédure d'appel, qui se poursuit sans heurt. Je suis reconnaissant au Juge Prisca Matimba Nyambe, qui préside la Chambre d'appel saisie, et aux autres juges qui y siègent pour leur diligence et celle de l'équipe des Chambres qui ont permis d'assurer la bonne marche de la procédure en vue de sa clôture prévue pour la fin 2020. Le nouveau procès dans l'affaire *Stanišić et Simatović* avance bien, la Défense ayant commencé la présentation de ses moyens le 18 juin 2019. Grâce au dévouement du Juge Burton Hall, Président de la Chambre, et à celui du collège des juges et du personnel affecté à l'affaire, le prononcé du jugement est toujours prévu pour fin 2020.

À Arusha, l'audience consacrée à la révision dans l'affaire *Ngirabatware* devrait avoir lieu en septembre de l'année courante. Comme vous devez le savoir, le remplacement du conseil d'Augustin Ngirabatware et

la communication d'une très grande quantité de documents liés à une affaire d'outrage ont entraîné le report de l'audience consacrée à la révision, qui était prévue pour septembre 2018.

Outre ces procédures qui concernent des crimes principaux relevant de la compétence du Mécanisme, celui-ci est saisi d'un certain nombre d'affaires liées à des allégations d'outrage. Je citerai ici en particulier l'affaire *Turinabo et consorts* qui met en cause plusieurs accusés et dans laquelle le juge unique continue de se charger de la mise en état et de traiter bon nombre de requêtes déposées par les cinq accusés. Le procès devrait s'ouvrir en octobre 2019 et se clôturer au cours du premier semestre 2020. À ce propos, je voudrais ajouter que, dans cette affaire, la Chambre d'appel que je préside est également saisie de plusieurs appels interjetés contre des décisions rendues par le juge unique pendant la phase préalable au procès, et elle fait de son mieux pour les trancher aussi rapidement que possible afin que le procès puisse s'ouvrir comme prévu.

Une autre affaire d'outrage, l'affaire *Petar Jojić et Vjerica Radeta*, est de nouveau portée devant le Mécanisme. Cette affaire a été renvoyée aux autorités de Serbie en 2018 pour être jugée, puis de nouveau au juge unique à la suite d'un appel interjeté par le procureur *amicus curiae*. En mai dernier, le juge unique a annulé l'ordonnance portant renvoi de l'affaire et a demandé aux autorités serbes de transférer les accusés au Mécanisme dans les plus brefs délais. Si les deux accusés n'ont pas interjeté appel de cette décision, la Serbie l'a fait, et la question est actuellement pendante devant la Chambre d'appel.

Ce que je viens d'exposer porte sur l'aspect le plus visible du mandat du Mécanisme, autrement dit ses tâches judiciaires résiduelles. De toute évidence, nos procès en première instance et en appel, et surtout nos décisions, ordonnances, jugements et arrêts, sont suivis de près non seulement par les pays où notre travail a le plus d'incidence, à savoir le Rwanda et les pays de l'ex-Yougoslavie, mais aussi par d'autres États Membres de l'ONU et de nombreuses parties prenantes dans le monde. Cependant, d'autres fonctions que le Mécanisme tient de son Statut attirent moins l'attention, notamment la protection des victimes et des témoins, le suivi des affaires renvoyées aux juridictions nationales, la conservation de ses propres archives et de celles du TPIR et du TPIY, l'assistance aux juridictions nationales et le contrôle de l'exécution des peines. Je souhaiterais donc partager certaines des réflexions auxquelles je me

suis livré depuis que j'ai pris mes fonctions de Président concernant le sens à donner à la gestion de certaines de ces questions résiduelles, et je me concentrerai aujourd'hui sur celles liées à l'exécution des peines.

Premièrement, et même si ce que je vais dire peut sembler aller de soi, la justice ne se termine pas avec le prononcé d'un jugement ou d'un arrêt. Je veux parler ici de questions qui se posent après la condamnation, aspect peu compris mais crucial du travail du Mécanisme. Le cadre juridique du Mécanisme me confère, en ma qualité de Président, de larges pouvoirs en matière de contrôle de l'exécution des peines et je ne prends pas ces responsabilités à la légère. La question de savoir où une personne condamnée va purger sa peine, si elle doit ou non être transférée pour continuer d'exécuter sa peine ailleurs ou si elle remplit les conditions requises pour une demande de libération anticipée, de grâce ou de commutation de peine est d'une importance extrême. Les questions de cette nature sont également très sensibles et touchent, entre autres, aux droits des détenus et concernent des peines infligées à l'issue d'une procédure laborieuse et souvent longue, en première instance et en appel, portant sur les violations les plus graves du droit pénal international. Mon devoir est, et restera, l'application des règles de droit, et je continuerai de le faire de manière responsable, approfondie et aussi transparente que possible. Je rappelle que conformément au cadre juridique du Mécanisme, ces décisions mettent en jeu l'exercice du pouvoir discrétionnaire du Président et exigent une appréciation attentive au cas par cas et une mise en balance de tous les éléments pertinents.

Deuxièmement, en tant qu'institution judiciaire, le Mécanisme est tenu de respecter strictement son obligation de protéger les droits de tous les détenus, qu'ils fassent l'objet de procédures en cours ou pendantes ou qu'ils soient dans l'attente de leur transfert dans l'État chargé de l'exécution de leur peine. Depuis le 5 décembre 2018, le Mécanisme applique un nouveau cadre réglementaire régissant les questions liées à la détention qui, selon moi, peut servir de modèle à d'autres institutions. Sur ce point, le Mécanisme a été guidé par la nécessité d'harmoniser les pratiques entre les établissements pénitentiaires à La Haye et à Arusha et il s'est inspiré des règles énoncées par l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté les Règles Nelson Mandela. Il a en outre cherché à faire fond sur ces règles au moyen de procédures précises régissant les visites, les communications, le dépôt de plaintes et les questions disciplinaires dans un contexte carcéral. Le Mécanisme continuera de veiller à ce que l'application de ce cadre soit également

le reflet des meilleures pratiques en matière de gestion de la détention.

Troisièmement, s'agissant de ses fonctions liées à l'exécution des peines, le Mécanisme continuera de compter sur le soutien des États Membres et d'autres acteurs principaux. Il est clair que pour avoir une influence durable sur la paix et la justice internationales, nous devons tous rester fermement résolus non seulement à mener les procès en première instance et en appel et à exercer activement notre mission judiciaire, mais aussi à répondre aux questions qui se présenteront l'avenir. Depuis que j'occupe les fonctions de Président, soit six mois, je comprends encore mieux à quel point l'exécution des peines peut être un sujet complexe et l'engagement en la matière crucial. À cet égard, je souhaiterais saluer le rôle essentiel que jouent les États chargés de l'exécution des peines qui acceptent volontiers de nouvelles responsabilités en vue de promouvoir la cause de la justice internationale. Je tiens en particulier à remercier l'Allemagne, l'Autriche, le Bénin, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Italie, le Mali, la Norvège, la Pologne, le Royaume-Uni, le Sénégal et la Suède pour leur générosité et leur soutien constant dans le cadre des fonctions du Mécanisme liées à l'exécution des peines.

Cette coopération exemplaire non seulement est vitale pour que le Mécanisme remplisse son vaste mandat, mais constitue aussi un signe de la confiance et de la crédibilité dont jouit notre institution aux yeux de la communauté internationale. C'est pourquoi je me dois de signaler une situation délicate et très regrettable relevant de la compétence du Mécanisme. Il s'agit du sort des neuf personnes acquittées et libérées qui demeurent à Arusha, dont une depuis 2004, et ce dans une incertitude juridique inacceptable. Ces personnes devraient être libres de commencer une nouvelle vie, dès lors qu'elles ont purgé leur peine ou n'ont même jamais été déclarées coupables, mais elles ne le peuvent pourtant pas. Si le Mécanisme fait tout son possible pour trouver une solution à long terme, le sort de ces neuf personnes est une responsabilité qu'il partage avec les États Membres de l'ONU, comme il est dit dans la résolution 2422 (2018). Beaucoup reste à faire et doit être fait pour régler cette situation.

Je suis à un deuxième titre heureux d'être devant le Conseil de sécurité aujourd'hui en cette Journée de la justice pénale internationale – journée qui célèbre les réalisations des cours et tribunaux pénaux internationaux qui rendent la justice et veillent à établir la

responsabilité des auteurs de violations du droit international. Aujourd'hui, nous rendons hommage à la vision et à l'engagement de toutes les personnes, organisations et parties prenantes qui ont milité et qui continuent de militer pour que la justice ne soit pas qu'un idéal abstrait. Cette journée importante, qui est celle de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, n'aurait eu de raison d'être sans le TPIY et le TPIR, qui ont jeté les bases d'une entreprise si remarquable. La création du Mécanisme, en tant que successeur des deux Tribunaux *ad hoc*, témoigne en outre de l'engagement du Conseil envers le principe d'établissement des responsabilités et de sa détermination à garantir que la fermeture des tribunaux n'entraînera pas le retour du règne de l'impunité.

En cette journée, nous sommes aussi invités à nous rappeler que la justice pénale internationale n'est pas seulement la responsabilité des instances judiciaires internationales. Toutes les personnes qui s'investissent pour l'état de droit ont un rôle capital à jouer dans la lutte contre l'impunité – en particulier de nos jours où le déni du génocide et le révisionnisme resurgissent tant dans les pays de l'ex-Yougoslavie qu'au Rwanda. Cela implique de défendre les procédures judiciaires et les décisions rendues, et de dénoncer les personnes qui tentent de déformer la vérité, telle qu'elle a été établie par les tribunaux internationaux et nationaux. Par conséquent, il est nécessaire de rappeler à celles et ceux qui nient la légitimité des conclusions tirées par le TPIY, le TPIR et le Mécanisme que c'est le Conseil de sécurité qui a chargé ces institutions, et personne d'autre, d'instruire les crimes commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda et de poursuivre, juger et punir les auteurs de ces crimes. De même, il convient de leur rappeler que ce sont les juridictions nationales, et non des dirigeants politiques ou des individus, qui sont chargées de continuer à mener à bien ces fonctions. J'invite donc tous les membres du Conseil à défendre et à protéger notre héritage judiciaire, qui a établi maintes fois, au-delà de tout doute raisonnable, que ce dont le monde a été témoin en 1994 puis en 1995 était un génocide, commis conjointement avec d'autres crimes internationaux parmi les plus graves et les plus atroces.

La justice pénale internationale nous concerne tous : la justice est au service de la paix, qui, elle, doit être défendue au quotidien, comme les membres du Conseil ne le savent tous que trop bien. Le grand désir de justice que porte le monde m'est apparu clairement en avril, à Kigali, lorsque j'ai participé à la vingt-cinquième commémoration du génocide contre les Tutsis, puis une nouvelle fois la semaine passée à Potočari, lors

de la vingt-quatrième commémoration du génocide de Srebrenica. Ces événements ont renforcé ma profonde conviction que, si la justice internationale demande du temps et de l'argent, elle est bénéfique pour les victimes et les communautés touchées, en leur offrant non seulement une certaine forme d'apaisement, mais aussi un puissant moyen d'aller de l'avant. Toutefois, n'oublions pas que la justice a aussi des détracteurs qui cherchent constamment à s'assurer que d'innombrables atrocités de par le monde restent impunies.

Je suis déterminé à faire tout mon possible pour accroître la capacité du Mécanisme de rendre une justice digne de ce nom et de s'acquitter de tous les aspects de son mandat de manière efficace et rationnelle. Mes collègues – les autres juges – et les hauts responsables du Mécanisme, ainsi que les fonctionnaires d'exception de notre institution, sont tout autant résolus à accomplir cette mission. Néanmoins, nous ne pouvons pas y arriver seuls. La réussite de la justice internationale dépend du soutien et de la coopération indéfectibles, dont nous bénéficions aujourd'hui et en tout temps. J'ai bon espoir et je suis sûr que le Mécanisme continuera de trouver pareille assistance auprès des États membres du Conseil. Je leur suis extrêmement reconnaissant du soutien apporté jusqu'à présent.

Avant de conclure, permettez-moi, M. le Président, de vous féliciter pour la présidence que vous assumez en ce mois de juillet, et je tiens tout particulièrement à vous remercier pour votre engagement personnel et le rôle de premier plan que vous jouez en tant que président du Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux. Mes remerciements vont également au Bureau des affaires juridiques et à son équipe dévouée pour le précieux soutien qu'ils nous apportent. Enfin et surtout, je souhaite exprimer ma sincère reconnaissance aux deux pays hôtes du Mécanisme, le Royaume des Pays-Bas et la République-Unie de Tanzanie, pour leur soutien sans faille et exceptionnel.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le juge Agius pour son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Brammertz.

M. Brammertz (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de vous parler des activités menées par le Bureau du Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Mon rapport écrit présente en détail nos activités et les résultats que nous avons obtenus pendant la période écoulée

au regard de nos trois principales priorités (S/2019/417, annexe II). Aujourd'hui, je souhaiterais attirer votre attention sur plusieurs questions importantes.

La première priorité de mon bureau est, comme toujours, de mener rapidement à terme les procès *ad hoc* en première instance et en appel conduits devant le Mécanisme. Au cours de la période écoulée, à la division de La Haye, mon bureau a bien avancé dans les dernières affaires transférées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Mais surtout, le 20 mars dernier, la Chambre d'appel du Mécanisme a confirmé les déclarations de culpabilité prononcées contre Radovan Karadžić pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. En outre, la Chambre d'appel a accueilli l'appel interjeté par mon bureau et a donc condamné Radovan Karadžić à l'emprisonnement à vie.

En tant que Président de la Republika Srpska, Radovan Karadžić se trouvait au sommet du pouvoir – une position dont il a abusé pour manipuler son peuple et commettre des atrocités qui ont choqué notre conscience collective. Il a été pendant 13 ans l'un des fugitifs les plus recherchés dans le monde. Il a maintenant été tenu responsable par un tribunal international des crimes qu'il a commis. Cette affaire démontre avec force que si la communauté internationale reste déterminée, la justice peut l'emporter et l'emportera.

S'agissant du nouveau procès dans l'affaire *Stanišić et Simatović*, mon Bureau a terminé l'exposé de ses moyens de preuve, et la Défense vient de commencer à présenter les siens. Au sujet de cette affaire, je note que la République de Serbie s'est efforcée de coopérer pleinement avec mon Bureau en répondant rapidement à un certain nombre de demandes d'assistance importantes.

Pour ce qui est de la procédure en appel dans l'affaire *Mladić*, mon Bureau a terminé la rédaction de ses arguments écrits et s'est également penché sur un certain nombre d'autres questions, notamment sur des requêtes aux fins d'admission de nouveaux éléments de preuve.

À la division d'Arusha, le juge unique a, le 7 décembre 2018, décidé de ne pas renvoyer l'affaire d'outrage *Turinabo et consorts* devant les autorités rwandaises et ordonné que le procès se tiendrait devant le Mécanisme. Depuis, mon Bureau est fortement engagé dans la préparation du procès et les procédures de la phase de mise en état, tout en poursuivant ses travaux

dans le cadre de la procédure connexe en révision dans l'affaire *Ngirabatware*.

Comme le Conseil de sécurité l'a reconnu en adoptant le Statut du Mécanisme, les auteurs d'infractions graves constituant une entrave à l'administration de la justice doivent être identifiés et jugés. Mon Bureau est déterminé à accomplir sa mission en veillant à ce que les témoins soient protégés contre toute tentative de faire pression sur eux et à ce que l'intégrité des décisions de justice soit préservée.

Comme j'en ai déjà rendu compte au Conseil, mon Bureau a pris un certain nombre de mesures importantes visant à renforcer les activités qu'il mène pour retrouver et arrêter les huit derniers fugitifs mis en accusation par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Au cours de la dernière année, les réformes engagées et les nouveaux efforts déployés ont permis d'identifier des pistes particulièrement intéressantes. Point d'une importance capitale, mon Bureau a recueilli des renseignements crédibles sur les endroits où plusieurs fugitifs se trouvent actuellement. Il a pris contact en conséquence avec un certain nombre d'États Membres pour obtenir leur coopération.

Je suis néanmoins au regret d'informer le Conseil qu'un certain nombre de questions relevant de la coopération des États ont eu une incidence négative sur notre travail. Si de nombreux États Membres se sont engagés à apporter leur coopération, davantage encore peut être fait pour que leurs autorités respectives honorent effectivement cet engagement. Pour partie, les difficultés auxquelles nous nous heurtons sont symptomatiques des lacunes que présentent en général la coopération entre les États en matière pénale, notamment pour ce qui est de la recherche de fugitifs transnationaux. Nous sommes résolus à soutenir nos partenaires en vue de surmonter ces difficultés.

Dans le même temps, il apparaît aussi que pour certains États, coopérer avec mon Bureau afin de traduire en justice les fugitifs accusés de génocide n'est pas une priorité. Depuis le mois d'août dernier, mon Bureau a demandé la coopération d'urgence de l'Afrique du Sud pour l'arrestation d'un fugitif se trouvant sur son territoire. Il n'a cessé de renouveler ses demandes et a cherché, à plusieurs reprises, à engager un dialogue direct avec les autorités sud-africaines. Jusqu'à hier, mon Bureau n'a malheureusement reçu que des réponses de pure forme l'informant que ses demandes avaient été transmises aux autorités concernées et qu'elles faisaient l'objet d'un examen. Hier, l'Afrique du Sud a confirmé

par une note verbale son entière détermination à coopérer avec mon Bureau. J'espère que cette fois-ci, les actes suivront sans délai.

Cette année a été celle de la vingt-cinquième commémoration du génocide rwandais. Il est temps que les derniers fugitifs mis en accusation par le TPIR soient traduits en justice. Les victimes ont attendu bien trop longtemps. Il convient également de souligner qu'il ne s'agit pas d'un problème appartenant au passé. Certains fugitifs, qui promeuvent aujourd'hui le conflit et l'exploitation, continuent d'être une menace pour la paix et la sécurité internationales. Mon Bureau se servira de tous les instruments à sa disposition pour résoudre les difficultés auxquelles il se heurte, notamment en signalant officiellement au Conseil de sécurité l'absence de coopération, si cela s'avère nécessaire.

S'agissant des poursuites engagées à l'échelle nationale concernant les crimes commis au Rwanda et en ex-Yougoslavie, mon rapport écrit présente en détail la situation et les difficultés actuelles.

Il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire pour que justice soit rendue au plus grand nombre de victimes. Les autorités rwandaises recherchent toujours plus de 500 fugitifs. Dans les pays de l'ex-Yougoslavie, les juridictions nationales doivent encore traiter des milliers d'affaires. Nos homologues nationaux s'accordent tous à dire qu'ils ont besoin de davantage de soutien, d'assistance et de conseils pour mettre pleinement en œuvre les stratégies nationales en matière de crimes de guerre. L'an dernier, nous avons reçu plus de 300 demandes d'assistance visant à obtenir des éléments de preuve, soit plus que jamais auparavant. Les tendances actuelles montrent que cette année encore, nous devrions recevoir un nombre sans précédent de demandes.

La coopération régionale est un autre domaine dans lequel un engagement accru aura des répercussions. Je suis heureux d'annoncer qu'avec le soutien de mon Bureau, les procureurs généraux de la région sont convenus, à la conférence qui s'est tenue récemment à Belgrade, que certaines affaires concernant des responsables de rang intermédiaire seraient transférées par les pays où les crimes ont été commis à ceux où les suspects résident actuellement. Les procureurs généraux ont en outre demandé à mon Bureau de faciliter ce processus.

Les pays de l'ex-Yougoslavie se sont engagés à augmenter le rythme des poursuites pour crimes de guerre et à réduire notablement le nombre des affaires en souffrance. Les procureurs nationaux ont clairement

signifié que la réalisation de ces objectifs dépendait d'une assistance continue et accrue. La communauté internationale a un rôle important à jouer, qui est de faire en sorte que l'assistance demandée soit fournie.

Le dernier sujet que j'aimerais aborder est le déni des crimes et la glorification des criminels de guerre.

Dans le cas du Rwanda, le déni du génocide, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, se poursuit malheureusement aujourd'hui. Il est inacceptable de minimiser le nombre de morts et l'ampleur des destructions ou de mettre l'accent sur d'autres facteurs pour détourner l'attention des faits relatifs au génocide.

Pour ce qui est des pays de l'ex-Yougoslavie, j'ai alerté le Conseil pour la première fois à ce sujet il y a cinq ans. Malheureusement, depuis lors, la situation a considérablement empiré. Il est intolérable que, la semaine dernière encore, un ministre ait qualifié le génocide de Srebrenica de faux et qu'un parlementaire ait félicité Ratko Mladić de ce même génocide, qu'il a qualifié d'opération militaire brillante. La vérité est que, durant les conflits, des souffrances indicibles ont été infligées à des êtres humains, et qu'elles ont été causées par des dirigeants qui ont recouru à la peur, à la division et à la haine. Que ce soit en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Kosovo ou en Serbie, personne n'en est sorti indemne. Le déni des crimes fait profondément souffrir les victimes. Les peines qu'elles ont déjà endurées sont immenses, et pourtant, certains sont déterminés à les insulter et à les tourmenter encore davantage.

La glorification des criminels de guerre sanctionne les jeunes. Ce qu'ils apprennent en classe et de la bouche de leurs dirigeants les divise au lieu de les rassembler. Les conséquences sont claires. Le déni des crimes et la glorification des criminels déstabilisent la région et empêchent la réconciliation. C'est pourquoi, pour que tous puissent aller de l'avant, la glorification et le déni ne peuvent pas continuer.

Des enseignements importants peuvent être tirés de l'exemple du Rwanda. Chaque année, les Rwandais se rassemblent 100 jours durant pour commémorer toutes les victimes du génocide et renouvellent l'engagement qu'ils ont pris de ne jamais laisser pareils crimes se répéter. En se cantonnant dans l'attentisme alors que les crimes étaient commis au Rwanda et en ex-Yougoslavie, la communauté internationale a failli à ses devoirs envers tous ceux qui ont été victimes de ces crimes. Nous ne pouvons pas y faillir de nouveau en nous abstenant

maintenant de nous élever contre le déni des crimes et la glorification des criminels.

En conclusion, mon Bureau est fermement déterminé à mener à bien ses dernières missions de manière efficace et sans coûts excessifs. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour retrouver les fugitifs, mon Bureau a recueilli des renseignements crédibles sur les endroits où un certain nombre d'entre eux se trouvent actuellement. Néanmoins, la coopération nécessaire aux arrestations fait toujours défaut. J'appelle tous les États Membres à respecter leurs obligations internationales et à coopérer pleinement avec nous.

Mon Bureau continuera d'appuyer pleinement la poursuite de la mise en œuvre, par les autorités nationales, des stratégies d'achèvement des travaux du TPIR et du TPIY, afin que justice soit rendue au plus grand nombre de victimes. J'exprime ma gratitude au Conseil de sécurité pour le soutien continu qu'il apporte à mon Bureau.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Procureur Brammertz de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Je tiens à remercier de leurs présentations importantes le juge Carmel Agius, Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, et le Procureur Serge Brammertz du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

Aujourd'hui, 17 juillet, jour où nous célébrons la justice internationale, nous tenons à souligner la signification de la lutte contre l'impunité et la nécessité de rendre justice aux victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'actes de génocide. C'est pourquoi nous réaffirmons l'importance que revêt l'accès à la justice pour l'instauration d'une paix durable, et nous soulignons dans ce contexte le travail qu'accomplit le Mécanisme résiduel, héritier du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

À cet égard, nous saluons les priorités identifiées dans le rapport (voir S/2019/417) tant par le Président du Mécanisme résiduel, à qui nous souhaitons la bienvenue, que par le Procureur du Mécanisme. Nous nous félicitons également de la rapidité, de l'efficacité et de la transparence avec lesquelles le Mécanisme résiduel mène ses intenses activités judiciaires, et nous l'encourageons à

poursuivre ses efforts pour trouver un équilibre entre les systèmes de droit romano-germanique et anglo-saxon.

Nous ne devons pas oublier que le succès du Mécanisme, notamment de l'action du Bureau du Procureur, dépend de la coopération des États pour ce qui est d'exécuter les peines, d'obéir aux ordres et de répondre aux demandes d'assistance. C'est pourquoi nous soulignons l'appui fourni par plusieurs Gouvernements africains et européens pour que les personnes condamnées puissent purger leur peine dans leurs pays respectifs.

D'autre part, nous notons avec un intérêt particulier les mesures qui commencent à être prises par la présidence du Mécanisme pour répondre aux préoccupations – exprimées dans la résolution 2422 (2018) – concernant la libération anticipée des personnes condamnées, dont certaines n'ont exprimé aucun regret concernant leurs crimes. Il s'agit notamment de la consultation systématique avec les autres juges du Mécanisme, mais aussi avec les gouvernements concernés.

Je terminerai en soulignant l'appui important apporté par le Secrétariat et par le Bureau des affaires juridiques, tout en insistant sur la nécessité pour le Conseil de rester uni dans son appui au Mécanisme résiduel et à son action historique et très importante.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue l'organisation de ce débat sur l'état d'avancement des travaux du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, et félicite, pour la qualité de leurs exposés, M. Carmel Agius et M. Serge Brammertz, respectivement Président et Procureur du Mécanisme.

Mon pays prend note de l'état d'avancement des travaux du Mécanisme liés aux activités judiciaires et administratives, à l'exécution des peines, à la protection des victimes et des témoins ainsi qu'à la gestion des archives. Il salue l'engagement du Président du Mécanisme à entreprendre des consultations élargies en vue de garantir une plus grande transparence et de mieux examiner l'impact des libérations anticipées, et l'exhorte à envisager la mise en place de conditions pour les libérations anticipées dans les cas qui s'y prêtent,

comme recommandé par le paragraphe 10 de la résolution 2422 (2018).

Ma délégation note également avec intérêt le rôle prépondérant des juridictions nationales dans la recherche et la poursuite des auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda. À cet égard, elle salue l'assistance multiforme, notamment le renforcement des capacités et le partage des meilleures pratiques, apportée par le Mécanisme à ces juridictions, pour permettre l'effectivité du principe de complémentarité et la prise en charge par les autorités nationales de l'établissement des responsabilités après un conflit.

Le renforcement de la coopération entre les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et le Mécanisme s'avère nécessaire, en vue de l'accroissement de l'efficacité de cette entité dans l'accomplissement de sa mission. Malheureusement, mon pays note avec regret l'insuffisance de la coopération judiciaire entre les pays de l'ex-Yougoslavie, faisant ainsi planer le risque de voir les auteurs des crimes sus-évoqués trouver refuge dans les États voisins. Dans ce contexte, ma délégation salue le dialogue constructif engagé par le Bureau du Procureur du Mécanisme avec les parquets et les autorités nationales de la région, en vue de promouvoir la coopération judiciaire régionale en matière de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide.

Elle encourage, en outre, l'initiative prise par la Serbie d'organiser une conférence régionale des procureurs chargés de ces crimes, et exhorte tous les pays à y prendre part. Par ailleurs, le Mécanisme a besoin d'une meilleure coopération de tous les États Membres dans le cadre des poursuites contre les derniers fugitifs soupçonnés de génocide, ainsi que de l'exécution des peines, de la réhabilitation et de la réinsertion des personnes acquittées.

Pour conclure, ma délégation renouvelle son soutien au Mécanisme dans sa quête d'efficacité optimale et l'exhorte, à cette fin, à poursuivre la mise en œuvre des recommandations du Bureau des services de contrôle interne, formulées dans ses rapports d'évaluation du 8 mars 2018 et d'audit du 5 mars 2019.

M. Fize (France) : Je remercie le Président Agius et le Procureur Brammertz pour leurs rapports (S/2019/417, annexes I et II) et pour leurs présentations.

Je souhaite remercier le Président Agius et le saluer chaleureusement pour la présentation de son

premier rapport au Conseil en tant que Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. La France lui réitère toute sa confiance et sait pouvoir compter sur son engagement constant au service d'une justice pénale internationale impartiale et de qualité, comme Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie jusqu'en 2017 et aujourd'hui comme Président du Mécanisme. Qu'il soit assuré du plein soutien de la France au travail du Mécanisme.

En ce qui concerne les activités judiciaires du Mécanisme pour la période considérée, la France se félicite de l'aboutissement de la procédure dans l'affaire *Karadžić*. Cette décision constitue un jalon majeur pour la justice et la lutte contre l'impunité dans les Balkans, ainsi que pour la justice pénale internationale dans son ensemble. Comme le Procureur, la France forme le vœu que les faits établis de manière définitive dans cette affaire fassent l'objet d'une acceptation sans ambiguïté et qu'ils servent de fondement à la réconciliation.

L'affaire *Mladić* constituera une autre étape importante pour le Mécanisme et pour l'accomplissement de son mandat en ce qui concerne les pays de l'ex-Yougoslavie. La France espère que la date du procès en appel sera fixée au cours des prochains mois.

En ce qui concerne les affaires rwandaises, nous relevons que le juge unique a décidé de ne pas renvoyer l'affaire *Turinabo et consorts* devant les autorités rwandaises, et a ordonné que le procès se tiendrait devant le Mécanisme. Nous notons à cet égard qu'il s'agit de la première affaire d'outrage d'envergure portée devant le Mécanisme.

La France note par ailleurs la volonté du Président Agius de voir les décisions dans les affaires pendantes rendues dans le meilleur délai et, dans toute la mesure possible, avant la fin de l'année 2020. Nous comptons sur le professionnalisme des juges et du Bureau du Procureur pour achever l'ensemble des procédures et des procès en cours dans le respect de ces délais.

En matière de coopération, la France rappelle que les États sont tenus de coopérer avec le Mécanisme aux fins de recherche et d'arrestation des huit fugitifs mis en accusation par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Nous notons à cet égard les demandes récemment adressées par le Procureur, et appelons les États concernés à coopérer. Les crimes commis par ces fugitifs ne sauraient rester impunis.

La France salue l'assistance apportée par le Mécanisme aux juridictions nationales chargées de poursuivre les auteurs de crimes internationaux commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Nous appelons à un renforcement de la coopération interétatique dans la région, qui doit encore progresser, pour compléter l'assistance judiciaire offerte par le Mécanisme. Celui-ci doit avoir les moyens d'y répondre.

En ce qui concerne le Rwanda, les deux affaires renvoyées par le TPIR devant les juridictions françaises ont connu des développements importants au cours de l'année 2018, comme mentionné dans les rapports présentés au Conseil et dans notre dernière intervention (voir S/PV.8416). La France continuera évidemment à traiter ces affaires avec toute la diligence et la rigueur nécessaires. Nous souhaitons à cet égard informer le Conseil de la décision du Président Macron de renforcer les moyens matériels et financiers dédiés à la poursuite des participants au génocide qui se trouveraient en France. Ce renforcement poursuit un double objectif : ouvrir rapidement des poursuites contre tous les participants résidant en France et pouvoir les traiter plus rapidement.

Nous prenons note des observations du Procureur en ce qui concerne la coopération apportée à son bureau par les pays de l'ex-Yougoslavie. Nous sommes préoccupés par son évaluation de nouveau négative à l'égard de la coopération judiciaire régionale, qui est, selon lui, « à son plus bas niveau depuis des années » (S/2019/417, annexe II, par. 61). Pour la France comme pour l'Union européenne, les pays issus de l'ex-Yougoslavie doivent à la fois pleinement coopérer avec le Mécanisme et lutter eux-mêmes contre l'impunité des auteurs des crimes commis en ex-Yougoslavie qui ne relèvent pas de la juridiction du Mécanisme. Ce sont deux dimensions indissociables et essentielles à la réconciliation et à la stabilité régionale, elles-mêmes primordiales pour l'avenir des pays des Balkans occidentaux. À l'occasion de sa visite en Serbie au début de cette semaine, le Président de la République a d'ailleurs rappelé l'attachement de la France au renforcement de l'état de droit et à la stabilisation durable de la région.

Je voudrais par ailleurs faire écho à la préoccupation exprimée une nouvelle fois encore par le Procureur Brammertz dans son rapport concernant la négation des crimes et de leur responsabilité par certaines personnes condamnées par les tribunaux pénaux internationaux dès qu'elles sont libérées. Je rappelle à cet égard que le déni de génocide est passible de sanctions pénales en

France. Nous n'épargnerons aucun effort pour contrer les discours de déni à l'égard des faits bien établis. Dans cette optique, à l'occasion du récent 25^{ème} anniversaire du génocide rwandais, le Président Macron a fait du 7 avril une Journée de commémoration officielle du génocide des Tutsis.

En ce qui concerne la question des demandes de libération anticipée, la résolution 2422 (2018) doit être pleinement respectée et nous prenons note de la détermination du Président et du Procureur à cet égard. Nous encourageons le Mécanisme à poursuivre ses discussions et réflexions en vue de se doter d'un régime sous conditions clair, qui enrichira utilement la jurisprudence internationale.

En matière de fonctionnement du Mécanisme, la France se félicite de la volonté affichée par le Président et par le Procureur de promouvoir plus que jamais une culture de travail unifiée et harmonisée entre les divisions et une politique de Mécanisme unique et de Bureau unique du Procureur. Il s'agit d'une condition essentielle de son efficacité et de la cohérence de son action.

En conclusion, permettez-moi de relever comme le Président Agius que ce 17 juillet est la Journée de la justice pénale internationale et marque l'anniversaire de l'adoption du Statut de Rome. À cette occasion, la France renouvelle son plein soutien à la Cour pénale internationale.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le juge Carmel Agius, en sa qualité de Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, et le Procureur Brammertz pour leurs rapports respectifs et pour leurs exposés pénétrants sur les activités en cours du Mécanisme international. Nous vous sommes également reconnaissants, Monsieur le Président, pour le leadership dont vous faites preuve à la tête du Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux.

Avant de poursuivre, je voudrais réitérer l'appui de l'Indonésie à la contribution efficace du Mécanisme à la lutte contre l'impunité et à l'établissement des responsabilités pour les crimes les plus graves au regard du droit international. Je me concentrerai sur trois points aujourd'hui.

Le premier concerne la charge de travail du Mécanisme. Nous avons bien noté qu'au cours de la seule période considérée, 225 décisions et ordonnances ont été rendues par le Mécanisme. Il s'agit là d'un résultat

très impressionnant, malgré les nombreuses difficultés rencontrées par le Mécanisme. Nous notons avec satisfaction aussi que les méthodes de travail appliquées par le Mécanisme ont permis aux juges de rendre rapidement des jugements concernant des faits moins importants pour lesquels des poursuites étaient engagées. À cet égard, nous appuyons pleinement ces méthodes de travail efficaces et nous encourageons le Mécanisme à poursuivre sur cette voie. Nous notons aussi que sur ces 225 décisions et ordonnances rendues, 142, soit environ trois sur cinq, avaient trait non pas aux crimes principaux, mais à des demandes concernant d'autres fonctions résiduelles.

L'un de ces aspects m'amène à mon deuxième point, à savoir l'assistance aux juridictions nationales. L'Indonésie attache une importance particulière aux programmes de renforcement des capacités visant à développer les capacités judiciaires nationales des États concernés, l'objectif étant de s'assurer que toutes les affaires renvoyées soient jugées dans le respect des garanties de procédure. Étant donné que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de mettre fin à l'impunité, d'enquêter sur les crimes les plus graves au regard du droit international, et d'engager des poursuites contre les auteurs de tels crimes, il est important que les autorités judiciaires nationales soient assistées, appuyées et conseillées afin de pouvoir s'acquitter de leurs responsabilités. Nous encourageons le Mécanisme à poursuivre ces activités très importantes. Mais cela doit se faire sans perdre de vue l'objectif visé, qui est de permettre au Mécanisme de s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée d'achever les procès restants de façon efficace et sans retard.

S'agissant de mon dernier point, à savoir le procès des fugitifs, nous pensons que le Mécanisme ne pourra pas achever totalement ses travaux tant que les principaux accusés ne seront pas traduits en justice. Et la justice ne pourra être pleinement rendue tant que les accusés resteront toujours en fuite. Le système doit avoir la capacité de les traduire en justice, indépendamment du moment et de l'endroit où ces fugitifs sont arrêtés. L'Indonésie souligne donc qu'il importe au plus haut point de resserrer la coopération entre les États au service de la justice. Le Mécanisme compte sur l'appui du Conseil et sur la volonté politique des États Membres concernant cette question vitale, et ma délégation lance un appel pressant aux États Membres pour leur demander de prendre cette responsabilité très au sérieux.

À cet égard, nous prenons note des importantes difficultés soulignées dans le rapport (S/2019/417, annexes I et II) s'agissant des poursuites engagées à l'échelle nationale concernant les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda. Nous partageons la préoccupation des victimes du génocide rwandais, qui attendent toujours qu'une plus grande justice leur soit rendue et que tous ceux qui ont commis des crimes soient traduits en justice. Conformément au cliché bien connu qui veut que lenteur de justice vaut déni de justice, nous demandons instamment aux États Membres d'aider à faire que justice soit rendue le plus rapidement possible.

Enfin, je voudrais réitérer la ferme détermination de l'Indonésie à continuer de coopérer avec le Mécanisme afin de veiller à ce qu'il s'acquitte pleinement de ses tâches.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Président Carmel Agius et le Procureur Serge Brammertz de leurs rapports et de leur exposés pénétrants et riches en informations. En cette Journée de la justice pénale internationale, il n'est qu'approprié de féliciter le Président et le Procureur de leur engagement et de leurs contributions à la justice pénale internationale. Je voudrais leur exprimer l'appréciation de la Pologne pour leur dévouement et l'esprit d'initiative dont ils font preuve dans le cadre des efforts visant à établir les responsabilités, qui se reflètent dans le fonctionnement efficient et efficace du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux et du Bureau du Procureur, malgré toutes les difficultés rencontrées. Étant donné que l'exposé d'aujourd'hui est le premier que le juge Agius fait au Conseil en sa qualité de Président du Mécanisme, je voudrais lui souhaiter, à lui en particulier, une chaleureuse bienvenue et l'assurer de l'engagement continu de la Pologne en faveur de l'établissement des responsabilités, ainsi que de son appui et sa coopération avec le Mécanisme. Je voudrais aussi saluer les efforts que vous déployez, Monsieur le Président, en votre qualité de Président du Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux.

La Pologne juge encourageantes les priorités arrêtées par le Président et le Procureur. L'accent mis sur l'achèvement en temps voulu des procédures judiciaires tout en respectant les normes internationales les plus élevées en matière de régularité de la procédure et de procès équitable est particulièrement apprécié. Les solutions novatrices et efficaces adoptées à cette fin

sont les bienvenues. La priorité accordée à l'amélioration de la coordination entre les divisions et à l'harmonisation des procédures, ainsi qu'à la promotion d'un environnement de travail qui préserve le moral du personnel et accroît sa performance mérite aussi d'être saluée. En outre, nous saluons les efforts faits pour fournir des services de protection et d'appui aux victimes et aux témoins et une assistance aux juridictions nationales. Nous saluons aussi l'approche prudente adoptée s'agissant des demandes de liberté anticipée ainsi que le travail mené sur cette question. Les progrès considérables accomplis dans de nombreux autres domaines grâce à la détermination et aux efforts du Président, du Procureur et du personnel du Mécanisme résiduel doivent aussi être salués. C'est pourquoi nous sommes d'accord avec l'évaluation positive du fonctionnement du Mécanisme au cours de la période considérée et nous attendons avec intérêt d'autres réalisations de sa part.

Nous prenons note des difficultés que rencontre le Mécanisme, notamment celles liées aux ressources, aux fugitifs et aux individus acquittés et libérés. À cet égard, nous voudrions rappeler que le Conseil de sécurité a à maintes reprises prié instamment les États, en particulier ceux sur le territoire desquels des fugitifs sont soupçonnés d'être en liberté, de renforcer leur coopération avec le Mécanisme et de lui fournir une assistance. Nous appelons tous les États à coopérer pleinement avec le Mécanisme, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et à lui fournir rapidement toute l'assistance dont il a besoin, en particulier s'agissant de localiser et d'appréhender les accusés toujours en fuite et de les livrer au Mécanisme, ainsi que de réinstaller les personnes acquittées et les personnes libérées.

Nous les encourageons également à faire la preuve de leur appui au principe de responsabilité, d'une part, en renforçant la coopération entre eux sur les questions pertinentes, et à la justice pénale internationale, d'autre part, en convenant, pour le Mécanisme résiduel, d'un budget qui soit à la mesure des besoins de ce dernier et qui lui permette de s'acquitter de ses fonctions dans les délais prescrits.

Les institutions de la justice pénale internationale, notamment le Mécanisme, jouent un rôle important dans la lutte contre l'impunité, qui peut contribuer à dissuader de commettre les crimes internationaux les plus graves, à en prévenir la perpétration et à préserver un ordre international fondé sur des règles. Le Conseil peut être assuré de l'attachement de la Pologne à tous les éléments susmentionnés, de son appui sans faille

au Mécanisme et de sa volonté de coopérer avec lui. Nous réitérons notre appel aux autres pays pour qu'ils adoptent la même position.

M. Licharz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je remercie nos deux intervenants de leurs exposés complets et circonstanciés. Je tiens également à souhaiter la bienvenue à la Ministre serbe de la justice, M^{me} Kuburović, et à la Secrétaire d'État croate aux affaires politiques, qui prendront toutes deux la parole tout à l'heure. Leur présence témoigne de l'importance que revêt la présente séance. Je souhaite également remercier le Président Theodor Meron pour les excellents services qu'il a rendus au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, et présenter à son nouveau Président, le juge Carmel Agius, tous mes vœux de réussite dans son travail. Nous sommes convaincus que, fort de sa grande expérience et de son savoir-faire, le Président Agius saura guider le Mécanisme tout au long des tâches qui l'attendent.

Nous accueillons favorablement les grandes priorités que le Président Agius vient de nous exposer, en particulier : premièrement, mener les procédures à bien efficacement et dans les meilleurs délais tout en assurant le respect des garanties de procédure et le droit fondamental à un procès équitable; deuxièmement, assurer une culture de travail unifiée, une meilleure coordination entre les divisions, et une harmonisation de leurs pratiques et procédures; et, troisièmement, promouvoir un environnement de travail productif. Nous nous félicitons du développement continu du cadre juridique et réglementaire du Mécanisme, ainsi que des efforts constants déployés pour appliquer les recommandations du Bureau des services de contrôle interne.

Le travail des tribunaux est fondé sur la conviction qu'il ne peut y avoir de paix sans justice. Nous voulons donc rappeler à la communauté internationale qu'il reste du travail à accomplir. Forte de sa propre histoire, l'Allemagne peut témoigner à quel point il importe de poursuivre en justice les auteurs des crimes internationaux fondamentaux que sont le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime d'agression. Les régions ou pays paralysés par ces crimes horribles ne pourront entamer l'important processus de réconciliation et réparer leur tissu social que s'ils savent que la justice prévaudra.

Nous appuyons les efforts du Mécanisme pour appréhender les huit fugitifs mis en accusation par le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Le

Mécanisme ignore toujours où ils se trouvent. Nous appelons les États dans lesquels ils pourraient résider à intensifier les activités de leurs services de détection et de répression afin d'arrêter et de livrer tous les fugitifs restants. L'Allemagne espère sincèrement que tous les États spécifiquement appelés par le Procureur dans son dernier rapport (S/2019/417, annexe II) donneront suite aux demandes d'assistance émanant du Mécanisme aux fins d'appréhender les fugitifs pour lesquels des mandats d'arrêt ont été délivrés. Il nous plaît d'apprendre que l'Afrique du Sud travaille activement à cette fin dans une affaire concrète, et nous encourageons tous les pays à faire en sorte qu'elle soit rapidement menée à sa conclusion.

Nous sommes préoccupés par l'absence de progrès et d'efficacité qui marque les procès en cours dans les juridictions nationales des pays de l'ex-République de Yougoslavie, et nous exhortons les États de la région à prendre les mesures nécessaires pour garantir des procès équitables et rapides. L'Allemagne condamne la glorification des criminels de guerre condamnés, ainsi que le fait de nier que des crimes de guerre ont été commis en ex-Yougoslavie. À l'occasion du vingt-quatrième anniversaire, la semaine dernière, du génocide commis à Srebrenica, l'Allemagne appelle les institutions gouvernementales de tous les pays de la région à lutter activement contre ce penchant.

Cinq personnes condamnées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) se trouvent au quartier pénitentiaire des Nations Unies à La Haye, dans l'attente de leur transfert dans le pays où elles purgeront leur peine. L'Allemagne a décidé de montrer l'exemple et a accepté quatre des 18 personnes condamnées, et nous encourageons d'autres États Membres à nous emboîter le pas et à accepter le transfèrement dans leur système pénal des personnes condamnées par le TPIY.

Enfin, alors que nous célébrons la Journée de la justice pénale internationale, je voudrais dire notre reconnaissance et notre gratitude à tous ceux qui consacrent leur action à faire prévaloir la justice pénale internationale, et les assurer une nouvelle fois du plein appui de l'Allemagne à tous les tribunaux et mécanismes pénaux internationaux qui servent la justice pénale internationale.

M. Kuzmin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous souhaitons la bienvenue dans cette salle aux nouveaux responsables du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des

Tribunaux pénaux – le Président Agius et le Procureur Brammertz – et les remercions de leurs rapports détaillés (S/2019/417, annexes I et II).

Paradoxalement, toutefois, dans la situation présente, ces paroles de gratitude concernant ces rapports et l'activité accomplie signifient que le Mécanisme qu'ils dirigent est en violation permanente de l'objectif principal énoncé dans la résolution 1966 (2010). Contrairement aux directives du Conseil de sécurité, les tribunaux créés il y a un quart de siècle sont toujours pleins d'allant sous cette nouvelle bannière.

Nous avons déjà évoqué la valeur symbolique de cette journée. Pour certaines délégations, le 17 juillet – date de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale – marque la Journée de la justice pénale internationale. De notre point de vue, il n'y a pas lieu de se réjouir. Nous pensons que d'autres événements sont beaucoup plus significatifs dans le contexte de la séance d'aujourd'hui. Malheureusement, il s'agit d'événements tragiques.

Il y a 20 ans, les forces aériennes de l'OTAN lançaient une opération militaire contre la Yougoslavie et, pendant plusieurs mois, ont mené des bombardements et des attaques de missiles contre la République fédérale de Yougoslavie. Les cibles de ces opérations étaient principalement des installations civiles, y compris des quartiers résidentiels de Belgrade, des ponts et des écoles. Ces attaques ont coûté la vie à des centaines de personnes, dont des enfants.

À l'époque, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) avait refusé de mener une enquête sur ces attaques criminelles. En lieu et place, le TPIY a inventé un mythe sur le fait que Belgrade était exclusivement responsable de la guerre des Balkans, et a donc violemment puni les Serbes, tout en justifiant la participation des autres parties à cette guerre civile. Tous ici se rappelleront l'odieux acquittement du général Ante Gotovina, du commandant Naser Orić et de Ramush Haradinaj, un Albanais du Kosovo.

C'est ce flambeau qui a été repris par le Mécanisme. Après un jugement rendu en première instance, le Serbe Radovan Karadžić a fait l'objet d'un nouveau procès, se soldant par un verdict étonnamment plus sévère. La procédure d'appel est toujours en cours concernant la peine d'emprisonnement à vie prononcée contre Ratko Mladić. De tels verdicts s'accompagnent toujours de campagnes médiatiques agressives, qui se traduisent par une certaine pression sur les juges.

Nous avons été surpris que l'affaire d'outrage engagée par le TPIY dans le cadre du procès de Vojislav Šešelj soit inscrite au rôle du Mécanisme résiduel. Nous considérons ces mesures comme une tentative de plus de prolonger artificiellement l'existence de cette instance. Il reste impératif de veiller à ce que l'accusé reçoive dans les meilleurs délais une assistance médicale appropriée. Nous sommes très préoccupés par l'état de santé de Ratko Mladić. Nous ne sommes pas parvenus à confirmer auprès de sources indépendantes s'il avait pu bénéficier d'examen et de soins médicaux de qualité dans les installations pénitentiaires du Mécanisme.

Nous espérons qu'après le changement à la tête du Mécanisme, le climat s'améliorera autour et au sein de cet organe auxiliaire du Conseil de sécurité. Pour l'instant, nous ne contribuerons pas au financement de la partie du budget de l'ONU consacrée à cette structure.

Pour terminer, je voudrais adresser personnellement une demande au Procureur Brammertz. Dans son exposé, il a déclaré ceci, et je le cite en anglais :

(l'orateur poursuit en anglais)

« Que ce soit en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Kosovo, en Serbie, personne n'en est sorti indemne ».

(l'orateur reprend en russe)

Je prie le Procureur de bien vouloir expliquer au rédacteur de son discours que toute référence au Kosovo dans la salle du Conseil doit s'accompagner de la précision suivante.

(l'orateur reprend en anglais)

« Toute référence au Kosovo doit être interprétée dans le contexte de la résolution 1244 (1999) ».

M. Mabhongo (Afrique du Sud) *(parle en anglais)* : Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter le juge Agius à l'occasion de son accession à la présidence du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Nous sommes convaincus que le Mécanisme fera de nouveaux progrès importants sous sa direction. Dans le même temps, je tiens à exprimer ma gratitude au juge Meron pour le dévouement dont il a fait preuve et le rôle important qu'il a joué à la tête du Mécanisme, qui a beaucoup accompli sous sa direction.

Je tiens également à remercier le Procureur du Mécanisme, M. Serge Brammertz, de son exposé détaillé sur le travail accompli par son Bureau.

Nous saluons les efforts louables déployés par le Mécanisme s'agissant de son administration, de son fonctionnement et de ses activités au cours de la période à l'examen. En particulier, nous nous félicitons de l'accent mis par le Président sur les questions de genre au sein du Mécanisme, ainsi que sur l'amélioration de son efficacité. En ce qui concerne la parité entre les sexes, nous notons avec une satisfaction particulière que 50 % des administrateurs du Mécanisme sont des femmes. Bien évidemment, nous aimerions voir ce même pourcentage pour ce qui est de l'ensemble des effectifs. Nous nous félicitons de la priorité accordée à l'amélioration de l'efficacité du Mécanisme. Par conséquent, c'est avec satisfaction que nous prenons note des stratégies innovantes présentées dans le rapport du Président du Mécanisme (S/2019/417, annexe I) pour améliorer l'efficacité, notamment une meilleure coordination entre les divisions d'Arusha et de La Haye, et une harmonisation de leurs pratiques et procédures.

S'agissant de l'exposé du Procureur du Mécanisme, nous voudrions le remercier de son rapport (S/2019/417, annexe II). Nous sommes particulièrement impressionnés par le travail accompli par le Procureur et son Bureau au cours de la période considérée et par les efforts inlassables qu'ils déploient pour mettre en œuvre le mandat confié au Mécanisme. Nous prenons note des préoccupations exprimées par le Procureur au sujet des difficultés rencontrées, notamment en ce qui concerne la coopération avec les États. Nous sommes convaincus que les États ont l'obligation internationale de coopérer avec le Mécanisme et le Procureur. Comme les autres États, l'Afrique du Sud prend ses obligations internationales au sérieux. Nous ne sommes pas en faveur de l'impunité. Par conséquent, en ce qui concerne la demande d'assistance qui a été adressée à l'Afrique du Sud, les autorités nationales compétentes sont activement saisies de la question et sont en contact avec le Bureau du Procureur en vue de trouver des solutions.

L'Afrique du Sud tient à féliciter le Procureur et son Bureau pour les efforts qu'ils déploient en plus de leurs obligations en matière de poursuites. En particulier, nous voudrions attirer l'attention sur les activités menées en matière de renforcement des capacités au moyen de formations pratiques adéquates sur les techniques d'enquête et de poursuite. Ce renforcement des capacités est essentiel pour pérenniser les efforts déployés actuellement pour rendre justice.

Pour terminer, nous saluons le travail accompli par le Mécanisme dans des conditions qui laissent

souvent à désirer et nous tenons à le féliciter pour ses efforts. Nous sommes convaincus que le Mécanisme continuera à tout mettre en œuvre pour s'acquitter de son mandat sous la direction actuelle, caractérisée par l'efficacité.

M. Alajmi (Koweït) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je voudrais remercier sincèrement le juge Agius, Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, de son exposé sur les progrès réalisés dans le cadre des travaux du Mécanisme. Il s'agit de son premier exposé depuis qu'il a assumé la direction de la hiérarchie judiciaire du Mécanisme. Nous lui souhaitons plein succès.

Je remercie son prédécesseur, M. Theodor Meron, des efforts inlassables qu'il a déployés tout au long de son mandat à la tête du Mécanisme. Je remercie également le Procureur Serge Brammertz de son exposé d'aujourd'hui.

Par la résolution 1966 (2010), le Conseil de sécurité a créé un mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda afin que justice soit rendue aux victimes de crimes de guerre, de génocide et de nettoyage ethnique, commis pour des motifs liés à la religion ou à la race. De tels crimes constituent des violations du droit international humanitaire. La création du Mécanisme a donné une nouvelle dimension au rôle du Conseil de sécurité en vue de rendre justice, de lutter contre l'impunité et de garantir l'état de droit, dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans le cadre de notre débat d'aujourd'hui, je voudrais insister sur les points suivants. Tout d'abord, nous saluons les efforts déployés par le Président du Mécanisme qui, depuis qu'il a assumé ses nouvelles fonctions, s'est fixé des priorités visant à améliorer le fonctionnement du Mécanisme et à garantir l'assurance de la conclusion des procédures judiciaires, tout en tenant compte des questions liées aux délais et à l'efficacité, à l'amélioration de la coordination entre les divisions d'Arusha et de La Haye et de l'amélioration des performances du personnel. Sans préjudice du mandat énoncé dans la résolution 1966 (2010) et indépendamment des difficultés rencontrées par le Mécanisme, ces priorités sont notamment les suivantes.

Premièrement, il y a eu une augmentation des activités judiciaires liée aux demandes en révision de décisions, à l'accessibilité des informations confidentielles,

aux allégations d'outrage ou à la fin de l'appui apporté par les deux Tribunaux après leur fermeture.

Deuxièmement, l'Assemblée générale n'a pas approuvé le projet de budget du Mécanisme pour l'exercice 2018-2019. En conséquence, le Mécanisme a dû revoir son budget à la baisse et se séparer d'un certain nombre de membres de son personnel, ce qui a eu des répercussions négatives sur le fonctionnement du Mécanisme et l'exécution de son mandat, mais aussi sur le moral du personnel. Par conséquent, il est essentiel que le nouveau budget soit adopté sans aucune réduction afin que le Mécanisme puisse s'acquitter de ses fonctions, notamment compte tenu des étapes importantes judiciaires qui seront franchies, comme la clôture de toutes les affaires pendantes d'ici à 2020.

Troisièmement, nous saluons les mesures prises par le Procureur et le Greffe du Mécanisme en ce qui concerne les affaires dont les juges sont saisis, afin d'accélérer le prononcé des verdicts contre les accusés. Un exemple à cet égard est le prononcé de l'arrêt dans l'affaire *Karadžić* en mars dernier. Nous attendons avec intérêt les décisions dans d'autres affaires examinées par le Mécanisme dans les délais fixés.

Quatrièmement, nous saluons les efforts déployés par le Mécanisme pour devenir une petite entité efficace à vocation temporaire, dont les fonctions et la taille iront diminuant, conformément à la résolution qui en a porté création, grâce à l'adoption de mesures de réduction de dépenses, sans porter atteinte à l'efficacité du Mécanisme.

Cinquièmement, nous saluons les efforts déployés par le Procureur du Mécanisme. Toutefois, nous sommes convaincus que la responsabilité de localiser et de détenir les huit fugitifs n'incombe pas uniquement au Mécanisme. Les États et les organisations internationales doivent coopérer pour promouvoir les efforts du Mécanisme, en veillant à ce qu'il ait accès aux informations importantes concernant la localisation et la détention de ces fugitifs.

Sixièmement, nous rappelons qu'il importe de prendre les mesures idoines pour répondre aux préoccupations des États Membres exprimées dans la résolution 2422 (2018) concernant la libération anticipée. Nous soulignons également qu'il est nécessaire que le Mécanisme tienne compte des observations des États Membres sur son fonctionnement afin d'atteindre les objectifs souhaités.

Pour terminer, je remercie sincèrement le Pérou, qui préside le Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux, ainsi que le Bureau des affaires juridiques et le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat de l'ONU pour leurs efforts en vue de l'application de la résolution 1966 (2010).

M^{me} Pierce (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Président Agius et le Procureur Brammertz pour leurs exposés. Nous saluons le travail accompli par le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux et le dévouement inlassable de ses juges, de ses avocats et de son personnel.

Nous remercions également le Président Agius pour le rôle moteur qu'il a joué ces six derniers mois. Nous apprécions tout particulièrement les priorités qu'il a fixées, à savoir assurer des procédures rapides et efficaces, tout en garantissant des procès équitables aux accusés, en harmonisant les opérations dans les divisions d'Arusha et de La Haye et en favorisant un environnement de travail positif. Nous saluons en particulier l'engagement du Président Agius de prendre des mesures concernant les allégations de harcèlement sexuel et de discrimination au sein du Mécanisme. Nous jugeons également encourageante l'annonce d'une nouvelle approche relative à la libération anticipée, qui permettra de consulter les parties prenantes afin d'accroître la transparence et de tenir compte de toutes les répercussions des décisions prises en la matière.

Les travaux en cours du Mécanisme portent sur des affaires très importantes, notamment la procédure d'appel dans l'affaire *Mladić*; le procès *Stanišić et Simatović* en cours; et la phase préalable au procès de l'affaire *Turinabo et consorts*. Nous devrions également prendre un moment pour souligner la décision que la Chambre d'appel a rendue en mars dernier concernant Radovan Karadžić, confirmant sa culpabilité pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre, car l'anniversaire du génocide de Srebrenica a été commémoré la semaine dernière.

Il y a 24 ans, après que 30 000 femmes, personnes âgées et enfants musulmans de Bosnie ont été expulsés de force de Srebrenica, plus de 8 000 hommes et garçons ont été tués. La Chambre d'appel a confirmé la décision de la Chambre de première instance, selon laquelle ces meurtres – les plus importants massacres perpétrés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale –, étaient le résultat direct de la décision prise par Karadžić et ses complices d'éliminer les musulmans de

Bosnie de Srebrenica. Pour parvenir à leurs ignobles fins, Karadžić et ses complices ont d'abord lancé une campagne de propagande pour dépeindre les musulmans et les Croates de Bosnie comme des ennemis des Serbes, exploitant la méfiance et la suspicion pour instaurer un climat propice au génocide.

C'est parce que nous continuons de vivre dans l'ombre de ce crime que nous sommes profondément alarmés lorsque nous voyons des criminels de guerre condamnés être glorifiés et des dirigeants sans scrupules réécrire l'histoire. Les personnes qui nient la vérité, éveillent la méfiance dans le système judiciaire, nient l'humanité commune de leurs voisins et exploitent la douleur des victimes à leurs propres fins doivent être condamnées. Nous faisons une grave injustice à celles et ceux qui ont perdu la vie lorsque nous restons silencieux face à la politique prônant la division et la haine. Bien que Karadžić se soit caché pendant plus d'une décennie, le fait qu'il ait été retrouvé et poursuivi en justice témoigne du courage des victimes qui ont témoigné et de leur attachement à la justice.

Cependant, ce n'est pas aux victimes qu'il incombe de contraindre les auteurs des crimes qu'elles ont subis à répondre de leurs actes, mais plutôt aux États. Nous nous félicitons que le Mécanisme continue de rechercher les huit Rwandais qui ont participé au génocide de 1994, il y a 25 ans. Ils sont accusés d'avoir commis certains des actes les plus épouvantables de notre époque. Il s'agit notamment de Félicien Kabuga, qui aurait financé le génocide; de Protais Mpiranya, qui était le commandant du bataillon de la Garde présidentielle et qui est accusé d'avoir assassiné de nombreux responsables politiques modérés et de nombreux soldats de la paix des Nations Unies; et d'Augustin Bizimana, qui dirigeait le Ministère de la défense. Ces hommes, ainsi que cinq autres, sont toujours en liberté, et il est de notre responsabilité de les traduire en justice.

Depuis 1998, les États-Unis offrent des récompenses financières aux personnes qui fournissent des informations permettant d'arrêter des Rwandais mis en accusation et des fugitifs de l'ex-Yougoslavie. Nous continuons d'offrir jusqu'à 5 millions de dollars pour toute information pouvant mener à l'arrestation de ces huit personnes. Que ceci et l'affaire *Karadžić* servent de message pour tous les fugitifs. Nous ne cesserons pas de les rechercher.

S'il y a un domaine que tous les États doivent appuyer, c'est bien la justice pour les victimes du génocide. Nous nous félicitons de l'engagement pris par l'Afrique

du Sud de coopérer pleinement avec le Mécanisme, mais nous avons été déçus d'apprendre qu'elle n'avait pas encore donné suite aux demandes formulées par ce dernier. Nous exhortons le Gouvernement à coordonner étroitement ses efforts avec le Mécanisme aux fins de la recherche des fugitifs.

Enfin, il s'agit d'une phase de transition pour le Mécanisme, car son rôle de garant du principe de responsabilité prend fin. Il incombe de plus en plus aux autorités nationales d'achever le traitement des affaires en souffrance. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal pénal international pour le Rwanda ayant été des pionniers du droit pénal international, le Mécanisme est aujourd'hui un précurseur, qui montre comment les connaissances et les compétences peuvent être transmises aux juridictions nationales. Nous saluons également le travail accompli par le Mécanisme pour renforcer les capacités et les systèmes judiciaires nationaux en Afrique et dans l'ex-Yougoslavie afin de former de nouvelles générations d'avocats capables de poursuivre les auteurs d'atrocités criminelles dans leurs propres systèmes.

Comme le Procureur l'a indiqué, le Mécanisme a reçu un nombre sans précédent de demandes d'assistance. Cela démontre qu'il est actuellement d'une grande utilité aux systèmes nationaux. Les États-Unis voudraient souligner qu'ils restent déterminés à faire en sorte que les auteurs d'atrocités aient à répondre de leurs actes et que justice soit faite pour les victimes. Nous continuerons de nous souvenir des personnes qui ont perdu la vie au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie, et de soutenir leurs familles et leurs communautés dans leurs efforts pour obtenir justice.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier le juge Carmel Agius et le Procureur Serge Brammertz pour leur rapport écrit (S/2019/417, annexes I et II), mais aussi l'exposé qu'ils viennent de présenter au Conseil de sécurité. Je voudrais aussi féliciter le juge Agius pour sa nomination en tant que Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

La Belgique salue le travail du Mécanisme, qui aura évidemment été marqué ces six derniers mois par l'arrêt de la Chambre d'appel dans l'affaire *Karadžić* et la condamnation de celui-ci à l'emprisonnement à vie. Malgré un budget réduit, le Mécanisme continue à faire preuve d'une activité intense tout en respectant la vision du Conseil de sécurité d'être une petite entité efficace à vocation temporaire.

Lutter contre l'impunité et faire en sorte que la justice soit rendue pour les crimes les plus graves du droit international sont des obligations fondamentales qui relèvent en premier lieu de la responsabilité de chaque État. Les efforts des États Membres, soutenus par le Mécanisme, participent directement au processus de réconciliation entre communautés. C'est pourquoi il est indispensable que tous les pays concernés coopèrent, non seulement ensemble mais aussi avec le Mécanisme.

À cet égard, il faut déplorer que les huit personnes mises en accusation devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda soient toujours en fuite. La Belgique rappelle que tous les États Membres de l'ONU ont l'obligation de coopérer avec le Bureau du Procureur dans les efforts qu'il déploie pour retrouver et appréhender les derniers fugitifs. Les membres du Conseil de sécurité doivent évidemment montrer l'exemple, et nous nous réjouissons que l'Afrique du Sud ait exprimé sa volonté de coopérer. Nous soutenons l'appel du Procureur afin que les autorités sud-africaines respectent maintenant cet engagement en pratique en s'exécutant dans les meilleurs délais pour ainsi contribuer de façon significative à la lutte contre l'impunité des crimes de génocide et des crimes contre l'humanité qui ont été commis au Rwanda.

Dans la même veine, la Belgique est très préoccupée par les informations persistantes du Bureau du Procureur relatives au déni des crimes et à la glorification des criminels de guerre dans certains pays de l'ex-Yougoslavie. Le rôle du Mécanisme dans la lutte contre les discours de haine et toute idéologie prônant la discrimination est primordial, mais il nécessite la pleine collaboration des États de la région. Mon pays regrette également un nouveau ralentissement de la coopération judiciaire régionale dans les Balkans, sans laquelle les personnes responsables de crimes de guerre resteront impunes. Nous appelons donc les États concernés à inverser la tendance actuelle, et rappelons notamment les engagements qu'ils ont pris à cet égard il y a un an au Sommet sur les Balkans occidentaux à Londres dans le cadre du processus de Berlin.

Par sa résolution 2422 (2018), adoptée en juin 2018, le Conseil a encouragé le Mécanisme à envisager l'instauration d'un régime de libération anticipée sous conditions. Il s'agissait de répondre aux préoccupations exprimées par certains États Membres suite à la libération anticipée de plusieurs personnes condamnées. La Belgique se félicite que le nouveau Président compte engager des consultations avec d'autres parties concernées et qu'il étudie actuellement des solutions adéquates.

à ce sujet. Il est en effet essentiel que le Mécanisme puisse poursuivre ses activités dans un climat apaisé.

Le mandat du Mécanisme est unique. Outre ses activités judiciaires, il assume d'autres fonctions résiduelles comme l'assistance aux juridictions nationales. Cette dernière participe directement à la responsabilisation des États en matière de recherche, de poursuite et de jugement des auteurs de violations graves du droit international humanitaire. La Belgique soutient pleinement le Mécanisme dans la poursuite de son mandat. Celui-ci permet à des centaines de victimes des guerres des Balkans et du génocide au Rwanda de faire entendre leur récit et de témoigner sur les atrocités commises dans les années 90 afin que celles-ci ne soient jamais oubliées. Le Mécanisme est ainsi un modèle que le Conseil de sécurité met à juste titre en valeur ce 17 juillet, Journée de la justice pénale internationale.

M^{me} Dickson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, le juge Carmel Agius, et le Procureur du Mécanisme, M. Serge Brammertz, des exposés qu'ils ont présentés au Conseil aujourd'hui.

En premier lieu, étant donné qu'il s'agit de la première séance du Conseil à laquelle participe le juge Agius en sa qualité de Président du Mécanisme, je tiens à le féliciter officiellement, au nom du Royaume-Uni, de sa nomination. Nous saluons les priorités qu'il a identifiées pour sa présidence, et nous nous réjouissons de pouvoir collaborer avec lui de manière constructive, comme nous l'avons fait avec son prédécesseur, le juge Theodor Meron, dont nous saluons l'importante contribution en tant que Président.

Aujourd'hui, comme cela a été mentionné, nous commémorons la Journée de la justice pénale internationale. L'appui à la justice pénale internationale et au droit international humanitaire est un élément fondamental de la politique étrangère du Royaume-Uni. Nous estimons que la justice et l'application du principe de responsabilité pour les crimes internationaux les plus graves sont essentielles en vue d'établir une paix et une sécurité durable et de garantir la protection des droits fondamentaux de tous.

En janvier 2018, le Mécanisme résiduel a assumé pleinement la responsabilité des fonctions du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), en sus de celles du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Depuis lors, le Mécanisme a continué

d'accomplir des progrès louables dans l'exécution de son mandat. Il a assuré la continuité de multiples fonctions, notamment les procès des fugitifs de plus haut rang qui échappent à la justice, l'application des peines des individus reconnus coupables – à cet égard, c'est avec plaisir que le Royaume-Uni a fourni une aide volontaire au Mécanisme en appliquant une de ces peines –, la protection des victimes et la conservation des archives. De cette manière, il préserve la mémoire du TPIY et du TPIR.

Pourtant, le Mécanisme continue de fonctionner avec un budget révisé et considérablement réduit pour l'exercice biennal 2018-2019. Comme cela a déjà été souligné, ces mesures ont provoqué une baisse des effectifs et des ressources, ainsi que des économies d'eau et d'électricité et une réduction des services. Néanmoins, le Mécanisme est déterminé à continuer de s'acquitter efficacement de son mandat, et nous nous félicitons qu'il continue de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Nous rappelons la présentation du plan de réduction des dépenses et de la politique de réduction des effectifs du Mécanisme, que le Greffe continue de développer et de mettre en œuvre pour veiller à ce que le Mécanisme continue de s'acquitter de son mandat d'une manière financièrement responsable compte tenu des contraintes budgétaires. Cependant, nous devons garder à l'esprit l'ampleur des fonctions dont s'acquitte le Mécanisme. Outre ses fonctions judiciaires, il convient de souligner l'importance de ses autres fonctions, et nous devons donc être conscients de la nécessité de trouver un équilibre entre économie et efficacité. Le Royaume-Uni reste déterminé à appuyer le Mécanisme jusqu'à la fin de son mandat, et appelle d'autres pays à continuer de fournir l'appui financier, logistique et politique dont le Mécanisme a besoin.

Nous suivons l'évolution de la division d'Arusha avec intérêt, notamment la procédure pour outrage en cours dans l'affaire *Turinabo et consorts*, et nous attendons le résultat de la procédure en révision dans l'affaire *Ngirabatware*. Nous notons qu'un certain nombre de fugitifs rwandais sont toujours en liberté, et nous appelons tous les États à coopérer avec le Procureur pour que ces fugitifs soient transférés au Mécanisme. Nous espérons également que les États apporteront une solution au problème de la réinstallation des neuf personnes libérées et acquittées à Arusha.

En ce qui concerne La Haye, nous accueillons avec satisfaction le résultat de la procédure en appel de Karadžić durant la première partie de l'année.

L'alourdissement de la peine de Karadžić, de 40 ans à la perpétuité, pour des crimes qui englobent des actes de génocide envoie un message puissant, à savoir que ceux qui commettent de telles atrocités seront tenus pour responsables de leurs actes et punis en conséquence. Nous prenons également note des progrès accomplis dans les affaires *Mladić* et *Stanišić et Simatović*, et nous nous félicitons que l'on prévoie que ces affaires seront closes d'ici à la fin de l'année prochaine.

Si des progrès modestes ont été accomplis, la coopération judiciaire régionale limitée entre les pays de l'ex-Yougoslavie continue d'entraver l'accès à la justice pour de nombreuses victimes. Le Mécanisme ne peut s'acquitter pleinement de son mandat et rendre justice aux victimes que grâce aux efforts collectifs de ces pays. La déclaration conjointe relative aux crimes de guerre, signée par les Premiers Ministres au Sommet sur les Balkans occidentaux qui s'est tenu à Londres l'année dernière, a souligné la nécessité de fournir un appui et d'éliminer les obstacles à une coopération régionale effective, tout en renforçant la coopération avec le Mécanisme résiduel et en sollicitant son aide. Nous exhortons les pays concernés à collaborer étroitement entre eux et avec le Mécanisme, en particulier le Bureau du Procureur, pour garantir l'établissement des responsabilités sur la base d'une coopération efficace. Le Royaume-Uni est fier d'appuyer la réalisation de cet objectif en travaillant sur des projets dans la région.

Enfin, et probablement le plus important, le mois d'avril a marqué le vingt-cinquième anniversaire du génocide rwandais et l'année prochaine marquera le vingt-cinquième anniversaire du génocide de Srebrenica. Les anniversaires de ces deux atrocités dévastatrices doivent nous pousser à réfléchir à l'immense contribution du TPIY et du TPIR, et maintenant du Mécanisme, pour garantir que les responsables et les instigateurs seront amenés à rendre des comptes. Si l'achèvement de ces procès ne ramènera pas les milliers de victimes ni n'effacera la douleur de leurs familles, il signale clairement qu'il n'y aura pas d'impunité pour de tels crimes.

Vingt-cinq ans après, cependant, le déni de génocide persiste dans le cas de ces deux atrocités. C'est impensable et répréhensible. Cela pose une menace directe au maintien de la stabilité dans les deux régions. Nous espérons donc que les membres du Conseil et les États Membres s'associeront au Royaume-Uni pour appuyer les mesures du Mécanisme visant à lutter contre l'idéologie du génocide, ainsi que sa politique de

tolérance zéro à l'égard du déni de génocide sous toutes ses formes.

M. Liu Yang (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine tient à remercier le Président Carmel Agius et le Procureur Serge Brammertz de leurs exposés sur les travaux récents du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Au cours de la période considérée, le juge Agius a assumé la présidence, quatre nouveaux juges ont été nommés, le Greffier, M. Elias, a été reconduit pour un nouveau mandat et les travaux du Mécanisme ont continué de progresser.

La Chine prend note de la progression graduelle des activités judiciaires du Mécanisme au cours des six derniers mois et de ses prévisions concernant la clôture des affaires pendantes. Le Mécanisme doit progresser dans les affaires concernées avec pragmatisme et efficacité, sur la base des délais estimés.

La Chine prend note de la réunion plénière en présence des juges du Mécanisme organisée par le Président Agius ainsi que des trois grandes priorités qu'il a proposées, notamment veiller à ce que les procédures judiciaires résiduelles dont est saisi le Mécanisme soient menées à bien efficacement et dans les meilleurs délais pour renforcer le mandat unique du Mécanisme par une meilleure coordination entre les divisions et par d'autres moyens et pour promouvoir un meilleur environnement de travail pour son personnel. Par ailleurs, nous constatons que le Bureau du Procureur poursuit ses efforts pour rechercher et appréhender les personnes toujours en fuite mises en accusation devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Toutes ces mesures ont des retombées positives sur l'avancement des travaux du Mécanisme.

La Chine se félicite des mesures prises par le Mécanisme pour mettre en œuvre la résolution 2422 (2018) afin d'adopter une approche plus prudente à l'égard de la question de la libération anticipée de condamnés par le TPIR. Nous espérons que le Mécanisme continuera de s'employer à mettre en œuvre les recommandations faites par le Bureau des services de contrôle interne dans ses rapports d'audit et ses rapports d'évaluation connexes, dans l'optique d'une amélioration constante de ses travaux.

La Chine tient à réaffirmer que, conformément à la résolution 1966 (2010) sur la question, le Mécanisme est une petite entité efficace à vocation temporaire, dont les fonctions et la taille iront diminuant. Nous espérons

que le Mécanisme continuera d'agir à cet égard conformément à la résolution 1966 (2010).

Dernier point, mais non le moindre, je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Pérou, Président du Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux, ainsi que le Bureau des affaires juridiques, de coordonner les activités entre le Conseil et le Mécanisme.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous sommes heureux de souhaiter la bienvenue aux intervenants d'aujourd'hui, le Président Agius et le Procureur Brammertz, que nous remercions des exposés détaillés qu'ils nous ont présentés. Nous souhaitons au Président Agius plein succès dans sa nouvelle fonction complexe.

L'existence d'organes tels que le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux est très importante pour édifier des sociétés exemptes d'impunité. L'action du Mécanisme réaffirme l'attachement de l'Organisation des Nations Unies à la protection des droits de l'homme et à la paix mondiale.

Nous saluons les progrès réalisés par le Mécanisme dans les affaires *Turinabo et consorts*, *Stanišić et Simatović*, et *Karadžić et Mladić*. Nous espérons que certaines de ces affaires seront closes d'ici la fin de l'année 2020, comme l'a indiqué le Président Agius dans son rapport de mai dernier (S/2019/417, annexe I). De même, nous nous félicitons de l'action menée par le Mécanisme pour protéger et appuyer les quelque 3 150 témoins.

La République dominicaine considère que les priorités du nouveau Président, à qui nous apportons notre appui à cet égard, sont judicieuses et valables, mettant particulièrement l'accent sur l'unification et l'harmonisation des critères, des méthodes de travail et des procédures des chambres qui composent le Mécanisme afin d'accroître la productivité et de renforcer l'harmonie, et de lui permettre ainsi d'atteindre son objectif de travail pour 2020. De même, nous appuyons l'appel lancé par le Président Agius pour que la communauté internationale unisse ses efforts, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral, pour coopérer en vue de la réinstallation des personnes libérées ou qui ont déjà purgé leur peine. Ces personnes ont le droit de se voir remettre leurs documents et d'être réintégrées dans la société.

En outre, les pays membres du Conseil de sécurité se sont particulièrement engagés à coopérer avec les organes ou bureaux ayant reçu un mandat du Conseil.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est impératif d'appuyer le budget du Mécanisme à l'ONU. Malgré les coupes et les ajustements administratifs opérés par le Président, il ne fait aucun doute qu'une bonne allocation des fonds est essentielle au succès du Mécanisme.

Dans un autre ordre d'idées, nous félicitons le Bureau du Procureur pour les progrès réalisés dans la poursuite des fugitifs, conformément à ce qu'il a indiqué dans son rapport de mai dernier (S/2019/417, annexe II). Nous exhortons la communauté internationale à faire preuve de solidarité et à appuyer les enquêtes menées sur les individus recherchés par le Mécanisme ainsi que leur identification et leur arrestation.

Enfin, nous voudrions faire référence à l'ordonnance de libération anticipée des personnes condamnées. Nous sommes préoccupés par le fait que ces ordonnances ne sont pas encore assorties d'un régime spécifique de conditions, malgré les dispositions du paragraphe 10 de la résolution 2422 (2018). Nous pensons qu'il est essentiel de mettre en place un régime de libération anticipée, qui prévoit la nécessité de participation des victimes et des États ou des communautés touchées.

M^{me} Mele-Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue au Juge Carmel Argius et, étant donné que c'est la première fois qu'il prend la parole devant le Conseil de sécurité en cette qualité, le féliciter pour sa nomination, le 19 janvier dernier, en tant que Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Nous souhaitons également la bienvenue au Procureur Serge Brammertz. Nous les remercions tous deux de leurs exposés complets sur les travaux du Mécanisme au cours du dernier semestre.

Conscients des difficultés budgétaires auxquelles se heurte le Mécanisme du fait des réductions budgétaires approuvées par l'Assemblée générale en juillet 2018, nous saluons les efforts que le Mécanisme continue de déployer pour achever tous les derniers travaux judiciaires et accomplir sa mission de la manière la plus efficace et performante possible, en ne perdant pas de vue la nécessité de veiller au respect des garanties de procédure et des droits fondamentaux des accusés et des personnes condamnées qui relèvent de sa compétence.

À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le Président pour améliorer la dynamique d'interaction et de coopération entre les deux divisions qui composent le Mécanisme, en cherchant à unifier ses critères, ainsi

que son système d'archives, à Arusha comme à La Haye. En effet, il ne fait aucun doute que l'adoption d'une approche de gestion uniforme aura des répercussions positives sur la dynamique de gestion du Mécanisme.

Mon pays se félicite de la volonté exprimée par la nouvelle direction du Mécanisme de solliciter l'avis des États concernés, en particulier dans le cas de l'ex-Yougoslavie, pour lequel cette clause n'est pas incluse, s'agissant d'évaluer la libération anticipée d'un détenu, avec comme condition préalable indispensable qu'il ait purgé au moins les deux tiers de sa peine.

Nous nous félicitons de la dynamique imprimée par le Président depuis son entrée en fonctions, en tenant un nombre élevé de réunions avec le personnel du Mécanisme, en encourageant, entre autres, un esprit d'harmonie et la tenue de réunions plénières avec les juges et en rendant un grand nombre d'ordonnances. Ce sont autant de signes de son dévouement et de son grand dynamisme. En ce qui concerne l'engagement de prendre des mesures relatives à la problématique femmes-hommes, nous soulignons que nous ne sommes pas en désaccord, mais que nous espérons qu'elles seront mises en œuvre à condition que le Mécanisme ne s'écarte pas de son mandat initial et que cela ne suppose pas une augmentation du budget qui est déjà réduit.

Nous prenons bonne note aussi du fait que la période couverte par le rapport a été caractérisée par un nombre important d'activités judiciaires menées à bien, même s'il reste encore beaucoup à faire. Mais il est indéniable que nous n'en saluons pas moins les efforts programmatiques faits pour que toutes les affaires pendantes soient achevées d'ici à la fin de 2020, afin de commencer à traiter les cas résiduels en 2021.

Tenant compte du fait que l'achèvement des travaux du mécanisme dépend dans une large mesure de la pleine coopération des États, en particulier s'agissant de retrouver, d'appréhender et de livrer les fugitifs, ainsi que de réinstaller les personnes libérées, nous appelons les États Membres de l'ONU à faire preuve d'une meilleure disposition à cet égard, en apportant l'assistance ô combien nécessaire au Mécanisme, comme l'exige la résolution 2422 (2018). Nous saisissons cette occasion pour nous joindre à ceux qui nous ont précédés pour saluer l'engagement de tous les pays qui continuent sans cesse d'aider le Mécanisme et de collaborer avec lui, dans l'exécution des peines comme dans d'autres domaines d'intérêt.

Pour terminer, la République de Guinée équatoriale réaffirme qu'elle est fermement engagée à renforcer l'état de droit et à promouvoir la justice, en aidant le Mécanisme dans tous les aspects de son travail, en tant qu'instrument du Conseil de sécurité chargé d'administrer la justice et de mettre fin à l'impunité, réalisant de cette manière la paix et la sécurité internationales que nous appelons de nos vœux. Enfin, nous remercions la Mission péruvienne de continuer de présider le Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux de manière transparente, efficace et dynamique.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre de la justice de la Serbie.

M^{me} Kuburović (Serbie) (*parle en anglais*) : Je me félicite de cette occasion qui m'est donnée de prendre aujourd'hui la parole devant le Conseil de sécurité au nom de la République de Serbie.

En tant que témoin potentiel de l'achèvement, dans un avenir prévisible, des travaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, je saisis cette occasion pour partager quelques moments clefs de la coopération de la Serbie avec ces institutions. Je ferai la lumière sur certaines tendances qui sont en train de prendre forme dans le travail du Mécanisme à ce stade et qui pourraient présager des futures évolutions.

La disposition qui prévoit la clôture du Mécanisme en juin 2020 est en contradiction avec les évaluations des responsables dudit Mécanisme, à savoir que certaines affaires ne seront pas achevées d'ici la fin de l'année. Ce fait remet en question la capacité du Mécanisme à mener à bien les affaires restantes avant la date prévue pour sa fermeture, et met en exergue la question du cadre institutionnel dans lequel les questions en suspens à la date limite seront examinées.

Toutefois, certaines affirmations figurant dans le rapport d'activité du Procureur pour la période allant du 16 novembre 2018 au 15 mai 2019 (S/2019/417, annexe II) sont sans fondement et sont une source de préoccupation. Au paragraphe 29, le rapport indique que la politique de conditionnalité appliquée par l'Union européenne, subordonnant toute avancée dans le processus d'adhésion à la pleine coopération avec le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie et le Mécanisme, demeure un outil essentiel pour assurer une coopération continue avec le Mécanisme. Cette position vise à façonner

le contexte politique de la coopération de la Serbie avec l'Union européenne, remplaçant les arguments juridiques par des arguments politiques. Le Mécanisme est perçu comme un outil servant à exercer des pressions politiques. Ni le Procureur ni le Mécanisme ne se sont vu confier un tel mandat.

La coopération de la Serbie avec le Mécanisme a été fructueuse et a été largement saluée. La Serbie a honoré ses obligations et donné au Mécanisme un libre accès à tous les éléments de preuves, document, archives et témoins. Toutes les demandes du Mécanisme ont reçu des réponses en temps opportun, et la documentation demandée aux archives des organes de l'État serbe a été fournie au Procureur, aux Chambres et au secrétariat du Mécanisme. En outre, les témoins ont été autorisés à témoigner, renonçant à leur droit de ne pas le faire pour cause de secrets d'État, militaires ou officiels.

Au cours de la dernière période considérée, la Serbie a enregistré des progrès dans ses activités liées à ce qu'on appelle l'héritage du Tribunal, en répondant à la demande faite en faveur de la création d'un centre d'information à Belgrade pour y conserver des documents du TPIY et les mettre à la disposition du public. Depuis la création du Tribunal, la coopération de mon pays a donné des résultats positifs, et son propre système judiciaire a été modifié et amélioré au cours de ce processus. Subordonner toute avancée dans le processus d'intégration de la Serbie à l'Union européenne à des questions secondaires laisserait entendre que les efforts acharnés et les résultats exceptionnels obtenus pendant toutes ces années ne sont pas suffisants.

En outre, le rapport indique que les suspects de haut rang n'ont pas été jugés, alors que le Président de la République fédérale de Yougoslavie, le Président de la République de Serbie, le Vice-Président du Gouvernement fédéral, le Vice-Président du Gouvernement de la République de Serbie, trois anciens Chefs d'état-major de l'armée yougoslave, l'ancien Chef de la sécurité de l'État et de nombreux généraux de l'armée et de la police figuraient au nombre des personnes transférées au Tribunal. Cela n'a été demandé à aucun autre pays. D'autres ont été épargnés pour des raisons politiques, même quand des raisons juridiques pour le faire existait. Cette approche sort du cadre de l'ordre juridique international sur lequel est fondée l'ONU.

Il est indéniable que les pays de la région doivent œuvrer de concert pour parvenir à une compréhension, une coopération et une réconciliation mutuelles. Notre stabilité et notre développement économique futurs

doivent être fondés sur la normalisation des relations plutôt que sur l'imposition de conditionnalités politiques. Le fait que le rapport insiste sur cela, surtout dans le contexte des nombreuses réalisations de la Serbie en termes de coopération avec le Mécanisme, est donc injuste et, pour tout dire, inacceptable.

La coopération dans notre région se renforce et est parfaitement illustrée par ce qui suit. La coopération de la Serbie avec la Bosnie-Herzégovine en matière d'assistance juridique a atteint un niveau élevé. Au cours de la période allant du 1^{er} novembre 2018 au 1^{er} juillet 2019, des échanges de demandes d'assistance judiciaire entre nos pays ont eu lieu. Le parquet de Bosnie-Herzégovine a soumis 29 demandes, dont 25 ont reçu des réponses, tandis que le parquet chargé des crimes de guerre de la République de Serbie a soumis 45 demandes, dont 28 ont reçu des réponses. Le parquet de la Serbie a repris plus de trois actes d'accusation transférés par les autorités compétentes de Bosnie-Herzégovine.

Nous espérons que notre coopération avec la Croatie s'améliorera aussi. À la suite d'une réunion des Ministres de la justice de nos deux pays, en mars 2018, deux commissions ont été mises sur pied pour procéder à un échange de listes de personnes inculpées ou condamnées pour crimes de guerre et élaborer un accord bilatéral sur la justice pénale. La première des deux commissions a achevé sa tâche, tandis que l'autre continue de tenir des réunions, la dernière ayant eu lieu à Belgrade la semaine dernière. En outre, une réunion ministérielle s'est tenue à Zagreb en février. Ces réunions et les travaux des commissions sont des mesures importantes prises par la Serbie et la Croatie pour régler les questions bilatérales pendantes entre nos deux pays.

Plus précisément, le parquet général de la République de Croatie a soumis 21 demandes, dont 9 ont reçu des réponses, tandis que 11 sont encore à l'examen. Le parquet chargé des crimes de guerre de la République de Serbie a soumis 18 demandes, dont 6 ont reçu des réponses, laissant 12 demandes sans réponse. Ces chiffres révèlent les progrès réalisés par rapport à la période précédente, durant laquelle nous avons reçu aucune réponses de la part de la Croatie à nos demandes d'éléments de preuve et d'information.

En outre, les réunions de la Procureure chargée des crimes de guerre de la République de Serbie avec ses collègues dans la région attestent des efforts que déploie la Serbie en matière de coopération régionale. La conférence des procureurs régionaux sur la coopération,

les critères et les normes en matière de poursuite des criminels de guerre a eu lieu à Belgrade en mai. Outre de hauts fonctionnaires des parquets chargés de la poursuite des crimes de guerre de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Monténégro et de Serbie, le Procureur Mécanisme résiduel, M. Brammertz, a également participé à cette conférence. Il nous est donc difficile de souscrire à ce qui est indiqué dans le rapport, à savoir que « la coopération judiciaire régionale dans le domaine des crimes de guerre n'était pas satisfaisante » (*S/2019/417, annexe II, par. 81*) Bien au contraire, comparée à la période précédente, la coopération régionale est aujourd'hui beaucoup plus élargie qu'auparavant.

L'adoption de la stratégie nationale d'enquête et de poursuites en matière de crimes de guerre commis en Serbie a reconnu que le parquet chargé des crimes de guerre est l'organe principal pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des poursuites en matière de crimes de guerre. En outre, le Gouvernement serbe a fourni des ressources pour renforcer les capacités du parquet et augmenter le nombre d'employés, en particulier de procureurs adjoints.

Le Bureau du Procureur du Mécanisme a également apporté son concours à l'amélioration de l'action du parquet de Serbie chargé des crimes de guerre. Les procureurs du Mécanisme ont été invités à animer à Belgrade, en avril dernier, une formation de cinq jours destinée aux procureurs adjoints et suppléants. Cette formation était organisée par l'Académie judiciaire serbe et visait à dispenser des enseignements pratiques sur la manière de mener les enquêtes et de poursuivre la violence sexuelle en conflit comme un crime international.

Le parquet chargé des crimes de guerre a engagé des poursuites pénales dans six affaires entre le 1^{er} novembre 2018 et le 1^{er} juillet 2019. Trois d'entre elles émanaient des autorités compétentes de Bosnie-Herzégovine. À l'heure actuelle, 20 affaires sont en cours de jugement, tandis que 54 personnes font l'objet d'une enquête dans le cadre de six affaires. Au cours de la période considérée, la Cour suprême de Belgrade a rendu des jugements dans cinq affaires, tandis qu'une personne convenait de plaider coupable, en accord avec le parquet chargé des crimes de guerre. Toutes les personnes concernées sont serbes. La Serbie continue de ne mener aucun procès par contumace pour les crimes de guerre commis contre la population serbe. Vingt-sept affaires, concernant 132 personnes, ont été suspendues pour ce motif.

Compte tenu de mes efforts pour faire en sorte que ma déclaration soit éclairante et pour illustrer devant le Conseil de sécurité la manière inégale dont mon pays coopère avec le Tribunal et le Mécanisme, je suis déçue que, au paragraphe 83 de l'annexe II, le rapport affirme ce qui suit :

« Cependant, il est inquiétant que, jusqu'à présent, aucun officier de haut rang ou de rang intermédiaire n'ait été tenu responsable [...] du nettoyage ethnique ayant visé 800 000 civils du Kosovo en mars et avril 1999. »

Cette référence aux allégations de nettoyage ethnique et aux 800 000 victimes civiles qu'il aurait faites est de très mauvais goût. Ces allégations sont fausses; les jeux de chiffres mènent à des impasses marquées par la partialité et la parti-pris, et sont souvent lourds de conséquences imprévisibles et de grande ampleur. Ces propos sont relayés à l'envi par des usines à propagande afin de justifier le bombardement de mon pays, qui a duré 78 jours il y a exactement 20 ans. Cette violence s'est déroulée sans aucune raison et, le Conseil le sait très bien, sans qu'il l'ait autorisée.

Apparemment, personne n'a besoin de répondre de ces actes et personne n'a été reconnu coupable de cet acte monstrueux qui a fait tant de victimes et coûté des milliers de vies humaines – acte dont les preuves ont été recueillies par le système judiciaire serbe –, si ce n'est que les plus hauts responsables serbes ont été condamnés par le Tribunal même pour des infractions pénales commises sur le territoire du Kosovo-Metohija. Leur crime était de défendre leur pays.

Je rappelle au Conseil que, en vertu de la résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999, le Kosovo-Metohija a été placé sous le protectorat de l'ONU, institution au sein de laquelle nous nous réunissons aujourd'hui. En raison de circonstances notoires, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo dispose des compétences judiciaires sur cette partie du territoire de la Serbie. Pourtant, toutes les tentatives menées par mon pays pour que les crimes de guerre commis contre sa population au Kosovo-Metohija fassent l'objet d'enquêtes et que leurs responsables soient traduits en justice n'ont donné aucun résultat. Personne n'a eu à répondre des persécutions et des meurtres de Serbes et autres non-Albanais. Il reste impossible d'obtenir justice pour les victimes des crimes de guerre commis au Kosovo-Metohija.

Depuis leur création par les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina, les Chambres spécialisées et le Bureau du Procureur spécialisé de La Haye n'ont pas fait le moindre progrès. De même, au cours de la période considérée, le Bureau du Procureur de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX), à Pristina, n'a adressé aucune demande d'assistance au parquet chargé des crimes de guerre à Belgrade. En revanche, en vertu des procédures d'entraide judiciaire, le parquet serbe a adressé au Bureau du Procureur d'EULEX 16 demandes, dont une seule a reçu une réponse. Cela empêche que les crimes qui ont été commis contre les Serbes et autres non-Albanais fassent l'objet de poursuites et de procès et c'est assurément l'une des raisons pour lesquelles personne n'est appelé à répondre des persécutions infligées aux Serbes du Kosovo-Metohija.

Les personnes qui ont été condamnées devant le Tribunal et qui ont purgé leur peine ne peuvent pas faire l'objet du rapport du Procureur du Mécanisme au Conseil de sécurité. C'est lorsqu'il présente un acte d'accusation et, à terme, lorsqu'un jugement est prononcé, que se termine le travail du Procureur. Une fois sa peine purgée, personne ne peut être à nouveau sanctionné, pour quelque raison que ce soit, et personne ne peut être privé d'un droit personnel ou civil.

Je voudrais appeler l'attention du Conseil sur une autre question très importante. Comme je l'ai dit au début de ma déclaration, certaines tendances qui se dessinent alors que le Mécanisme est sur le point de mettre fin à ses travaux risquent de modifier la pratique, vieille de plusieurs décennies, qui est appliquée s'agissant de l'exécution des peines prononcées par le Tribunal et le Mécanisme. Je pense que cette question doit être réglée avant que le Mécanisme n'ait achevé son mandat.

Les indications selon lesquelles certains changements interviendront en ce qui concerne les libérations anticipées affectent, indirectement, l'initiative de la Serbie, lancée il y a plus de 10 ans, pour faire en sorte que ses ressortissants condamnés par le Tribunal purgent leur peine en Serbie. Cette initiative était motivée par le fait que la Serbie était déterminée à assumer la responsabilité de l'exécution des peines d'emprisonnement prononcées par le Tribunal à l'encontre de ses ressortissants. Le but de la sanction comprend, entre autres, la resocialisation des personnes condamnées. Il me semble difficile d'espérer que cet objectif soit atteint si ces personnes purgent leur peine dans des pays lointains, dont elles ne parlent pas la

langue et dans lesquels leur possibilité de recevoir des visites et d'entretenir des contacts avec leurs proches est réduite au strict minimum.

La situation en Serbie a radicalement changé depuis les guerres en ex-Yougoslavie. J'ai souligné ce point dans mes précédentes déclarations au Conseil et à l'occasion des visites des responsables du Mécanisme à Belgrade. En novembre dernier, le Président du Mécanisme de l'époque, le juge Meron, m'a assuré qu'aucun obstacle ne s'opposait à ce que l'initiative de la Serbie soit réalisée. On m'a conseillé de renvoyer la question de cette initiative devant le Conseil de sécurité, qui a créé le Tribunal et le Mécanisme.

Dans les déclarations que j'ai faites en juin et décembre 2018 (voir S/PV.8278 et S/PV.8416), j'ai proposé que le Secrétaire général prie le Mécanisme de procéder à une évaluation globale du problème afin de permettre au Conseil de sécurité d'examiner la pratique actuelle s'agissant de l'exécution des peines de prison, et de prendre une décision sur les changements requis.

La Serbie est prête à accepter un contrôle international strictement défini et à fournir des garanties claires que les personnes condamnées ne bénéficieront pas d'une libération anticipée, sauf décision future dans ce sens par le Mécanisme ou autre organe de l'ONU compétent en la matière. J'appelle une nouvelle fois les représentants du Mécanisme et les représentants des institutions compétentes que le Secrétaire général pourrait désigner pour ce faire à se rendre en Serbie, à visiter ses établissements pénitentiaires et à les inspecter eux-mêmes.

Nous serions heureux que le Conseil énonce sa position concernant l'exécution des peines prononcées contre les personnes condamnées par le Tribunal. Ce serait un signe très positif. J'appelle donc le Conseil de sécurité à s'impliquer activement. La mise en œuvre de cette initiative enverrait un message positif, à savoir que les responsables peuvent être resocialisés en purgeant leur peine dans leur pays d'origine.

Pour terminer, je voudrais souligner que la Serbie continue d'entretenir avec le Mécanisme une coopération fructueuse et que mon pays n'a aucune question en souffrance avec le Mécanisme. Je continue de croire que nos efforts seront reconnus et pris en compte objectivement dans les prochains rapports. J'espère ne pas me montrer trop optimiste à cet égard.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Croatie.

M^{me} Bušić (Croatie) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, saluer le travail accompli par le Pérou en sa qualité de Président du Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux, ainsi que ainsi que par le juge Agius, Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, et par le Procureur, du Mécanisme, M. Brammertz, que je remercie tous deux de leurs exposés aujourd'hui. Qu'il me soit permis de rendre hommage à l'ancien Président du Mécanisme, le juge Meron, dont le leadership a permis d'accomplir des progrès importants pour combattre l'impunité et d'engranger des réalisations cruciales dans l'interprétation et l'application appropriées du droit international humanitaire.

Nous célébrons aujourd'hui la Journée de la justice pénale internationale – ce qui nous rappelle avec force l'importance des cours et tribunaux internationaux créés pour connaître des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre, des actes de génocide et d'autres crimes graves. Bien que le Mécanisme ait été créé pour s'acquitter des fonctions essentielles du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) après leur fermeture, il joue également un rôle important dans la lutte contre la culture de l'impunité et constitue un outil crucial pour garantir l'établissement des responsabilités. Comme nous l'avons dit à maintes reprises, le principe de responsabilité est une condition indispensable pour la paix, la stabilité, le développement et la protection effective des droits de la personne, parce qu'il ne saurait y avoir de paix durable sans justice, et que la justice ne peut coexister avec l'impunité.

Tant le TPIY que le TPIR représentent un jalon important dans le développement du droit pénal international. Ils ont jeté les fondements de la création de la Cour pénale internationale, que la Croatie appuie fermement. La Croatie saisit l'occasion offerte par cette journée – la Journée de la justice pénale internationale – pour réitérer son appui à la justice internationale et aux poursuites contre les auteurs des violations les plus graves du droit international devant les tribunaux internationaux et mixtes, ainsi que devant les tribunaux nationaux, dans le plein respect des garanties d'un procès équitable.

Le Mécanisme a réalisé des progrès importants depuis la dernière séance d'information tenue en décembre (voir S/PV.8416). La Chambre d'appel du Mécanisme a rendu son arrêt et a condamné Radovan

Karadžić à l'emprisonnement à vie pour génocide, crimes contre l'humanité et violations des lois ou coutumes de la guerre. La Croatie s'est félicitée de ce jugement définitif contre l'un des principaux idéologues et exécutants d'une politique d'agression brutale et de nettoyage ethnique, qui n'a pas hésité à commettre des actes de génocide et d'autres crimes internationaux graves contre les Bosniaques et les Croates dans le but de créer ce que l'on appelle la Grande Serbie.

La Chambre d'appel a conclu qu'il avait commis des crimes d'une ampleur sans précédent par sa participation à quatre entreprises criminelles communes dans le but d'expulser définitivement les Croates et les Bosniaques de certaines régions de Bosnie-Herzégovine. Nous sommes conscients qu'aucune punition ne saurait totalement compenser le mal qui a été fait et que rien ne peut ramener les victimes innocentes à la vie. Néanmoins, nous espérons que la responsabilité personnelle de Karadžić pour certains des crimes les plus odieux commis après la Seconde Guerre mondiale, comme le génocide de Srebrenica, donnera un certain sentiment de satisfaction aux victimes et à leurs familles.

Ce verdict est un avertissement clair lancé à tous ceux qui continuent de glorifier les criminels de guerre, à savoir que leurs politiques sont absolument inacceptables et qualifiées de criminelles à l'échelle internationale. Nous déplorons que la Chambre d'appel n'ait pas établi la responsabilité de Karadžić en tant qu'auteur d'actes de génocide dans d'autres municipalités de Bosnie-Herzégovine, outre Srebrenica. Nous estimons qu'il s'agit d'un élément indissociable de sa politique criminelle. En outre, sur la base des éléments de preuve fournis par le TPIY et d'autres jugements rendus par le TPIY, nous estimons que dans le cadre de la procédure d'appel, il aurait fallu également établir un lien entre la participation de Karadžić à une vaste entreprise criminelle commune en Bosnie-Herzégovine et les hauts responsables politiques et militaires de la République fédérale de Yougoslavie de l'époque, sous la direction de Slobodan Milošević.

En ce qui concerne les travaux en cours du Mécanisme, la Croatie souligne qu'il importe d'achever la procédure en appel dans l'affaire *Le Procureur c. Ratko Mladić* et le procès en première instance dans l'affaire *Le Procureur c. Jovica Stanišić et Franko Simatović*. Nous encourageons également le Mécanisme à tout mettre en œuvre à cette fin. Nous prenons note de la décision rendue récemment par le juge unique, par laquelle il a annulé l'ordonnance portant renvoi de

l'affaire d'outrage *Le Procureur c. Petar Jojić et Vjerica Radeta* et a demandé aux autorités serbes de transférer les accusés dans les plus brefs délais au Mécanisme.

Une fois de plus, nous soulignons que la Serbie doit coopérer pleinement avec le Mécanisme, notamment en acceptant et en appliquant pleinement tous ses jugements et décisions. C'est ce qui ressort clairement du rapport de 2019 de la Commission européenne sur la Serbie et des conclusions du Conseil de l'Union européenne du 18 juin. Les remises en causes répétées par la Serbie, y compris au plus haut niveau, des jugements rendus par le TPIY et le Mécanisme, ainsi que le rassemblement récent du parti radical serbe dirigé par Vojislav Šešelj dans la ville de Hrtkovci – symbole de la souffrance des Croates de Vojvodine – et le refus, en général, d'engager des poursuites au titre de la responsabilité du supérieur hiérarchique – à savoir contre ceux qui portent la plus grande responsabilité pour les crimes commis – suscitent des doutes quant à la volonté sincère de ce pays de régler les problèmes du passé découlant de la guerre.

Nous appuyons fermement les perspectives d'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'Union européenne. Le processus d'adhésion repose sur des critères précis et bien connus, dont évidemment, la pleine coopération avec le Mécanisme. La Croatie attache une grande importance à la poursuite d'une coopération judiciaire constructive avec d'autres États de la région en ce qui concerne les questions liées à la guerre. Une coopération digne de ce nom n'est pas un processus à sens unique, et nous attendons des autres parties qu'elles fassent montre d'une volonté de coopérer activement.

Comme cela a déjà été indiqué par le Ministre serbe de la justice, l'an dernier, les Ministres croate et serbe de la justice ont convenu de créer deux commissions mixtes. L'une serait chargée d'élaborer un accord bilatéral de coopération concernant les poursuites pour crimes de guerre et l'autre d'échanger des listes de personnes accusées ou reconnues coupables de crimes de guerre. À vrai dire, nous ne sommes pas pleinement satisfaits de la façon dont les choses ont évolué au cours de l'année écoulée. Les commissions ont effectivement mené leurs travaux, mais n'ont pas encore réalisé de véritables progrès.

La position de la Croatie en la matière est claire : c'est à l'État sur le territoire duquel les crimes ont été commis qu'incombe la responsabilité principale en matière de poursuites et nous avons du mal à accepter la position serbe selon laquelle les crimes commis sur

le territoire de la Croatie relèveraient de la compétence de la Serbie. En outre, les Ministres de la justice de la Croatie, de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine ont tenu des réunions bilatérales cette année.

La recherche des personnes portées disparues est un impératif humanitaire auquel nous accordons la plus haute priorité. La Croatie se félicite de l'adoption, le mois dernier, de la résolution 2474 (2019) sur les personnes portées disparues en période de conflit armé. Il s'agit de la première résolution du Conseil de sécurité consacrée exclusivement à cette question. Nous saluons l'engagement du Conseil à cet égard.

Aujourd'hui, en Croatie, il y a encore 1 892 personnes portées disparues depuis la période de la guerre. Dans le but de déterminer ce qu'il est advenu des personnes portées disparues, des mesures ont été prises en ce qui concerne la coopération avec la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, mais la coopération avec la Serbie est essentielle. Malheureusement, la Serbie demeure réticente à ouvrir tous ses archives et dossiers. La coopération en vue du traitement de cette question demeure l'un des éléments clefs de la poursuite du dialogue entre la Croatie et la Serbie, ainsi qu'un critère important dans le cadre des négociations relatives à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'appui inébranlable de la Croatie aux travaux que le Mécanisme doit encore accomplir. Même si la conclusion de la procédure d'appel dans l'affaire *Karadžić* représente une étape importante en vue de l'achèvement du mandat du Mécanisme, certains de ceux qui portent la plus grande responsabilité attendent toujours un verdict final. Nous espérons que cette justice, attendue depuis longtemps, sera enfin rendue bientôt pour ce qui est des autres affaires. La Croatie est disposée à continuer à apporter son plein appui au Mécanisme, tout en espérant qu'il achèvera son mandat à temps.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Rwanda.

M^{me} Rugwabiza (Rwanda) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours, et à vous assurer du plein appui de ma délégation.

Je remercie le juge Agius et le Procureur Brammertz pour leur rapport (S/2019/417, annexes I et II) et leurs exposés d'aujourd'hui. Nous félicitons le juge Agius pour sa récente nomination à la tête du Mécanisme

international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Ce changement de direction est un moment propice pour réfléchir à l'héritage laissé par le Mécanisme au cours des sept dernières années. De notre point de vue, cet héritage peut se résumer en quatre points.

Premièrement, 11 personnes condamnées pour génocide ont été libérées avant d'avoir purgé l'intégralité de leur peine. Deuxièmement, aucun des huit derniers fugitifs mis en accusation par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pour les crimes commis pendant le génocide contre les Tutsis n'a été arrêté ou traduit en justice. Troisièmement, 23 personnes condamnées par le TPIR pour génocide ont fait appel de leur condamnation et ont été acquittées ou ont vu leur peine considérablement réduite à la suite d'un nouveau procès. Quatrièmement, neuf personnes condamnées pour génocide ayant été libérées ou acquittées par le Tribunal vivent actuellement confortablement à Arusha, et leurs indemnités de subsistance et de logement sont payées sur le budget du Mécanisme. Voilà, en somme, l'épouvantable héritage que nous ont laissé les anciens présidents. Je voudrais insister sur certains de ces points.

En ce qui concerne la libération anticipée des personnes condamnées pour génocide, l'ancien Président du Mécanisme a, à sa seule discrétion, fixé un ensemble de critères arbitraires pour la libération anticipée des personnes condamnées pour génocide aussitôt après ou peu après que celles-ci n'aient purgé que les deux tiers de leur peine. Aucune des demandes de libération anticipée des condamnés, à l'exception de trois cas en 2018, n'a été signalée au Gouvernement rwandais, aux représentants des survivants du génocide, aux communautés où ils ont commis des crimes ou aux témoins, qui ont fourni des preuves des crimes commis, à leurs risques et périls.

Les motifs pour lesquels des demandes de libération anticipée ont été déposées, examinées et approuvées n'ont pas non plus été communiqués au Gouvernement rwandais, aux survivants du génocide et aux autres parties prenantes concernées. Nous espérons fortement qu'à l'avenir, le Gouvernement rwandais et toutes les parties prenantes concernées coopéreront véritablement avant d'examiner les demandes de libération anticipée. Sur ce point, nous tenons à remercier sincèrement tous les membres du Conseil qui ont souligné l'importance d'établir des critères clairs, conformément à l'esprit et à la lettre de la résolution 2422 (2018).

Dans tous les cas de libération anticipée, à l'exception d'un, les décisions ont été prises sans

conditions. La seule affaire assortie de conditions est celle de M. Aloys Simba, ancien lieutenant-colonel qui a organisé des assassinats à grande échelle dans le sud du Rwanda et dont la libération anticipée a été décidée en coulisse par l'ancien Président du Mécanisme, une semaine avant la fin de son mandat. Il convient également de noter que les personnes condamnées pour génocide qui ont bénéficié d'une libération anticipée n'ont jamais exprimé le moindre remords pour les crimes qu'elles ont commis pendant le génocide et, depuis leur libération, plusieurs d'entre elles ont rejoint des associations niant le génocide ou encourageant l'idéologie du génocide. Et pourtant, le Mécanisme a jugé ces personnes sur la base des informations fournies par les prisons, selon lesquelles elles avaient été libérées parce qu'elles s'étaient bien comportées, par exemple en assistant régulièrement à la messe ou en participant à des travaux de jardinage, ce qui, les membres en conviendront, n'a rien à voir avec les crimes pour lesquels elles ont été condamnées.

Nous attendons du Président du Mécanisme qu'il mette en œuvre l'esprit et la lettre de la résolution 2422 (2018), adoptée l'année dernière, et qu'il établisse de toute urgence des conditions claires encadrant toute libération anticipée et l'examen des nouvelles demandes. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions faire peser de lourdes conséquences sur les personnes libérées qui s'adonneraient à l'avenir à des activités de promotion de l'idéologie du génocide.

En ce qui concerne les personnes toujours en fuite, le Bureau du Procureur a noté dans plusieurs de ses rapports que les progrès réalisés dans la localisation, la recherche et l'arrestation des huit personnes toujours en fuite mises en accusation ont été entravés par l'absence de coopération de certains États Membres et des autorités compétentes. En outre, le Procureur général de la République du Rwanda a également envoyé 1 000 actes d'accusation à plus de 34 pays dans le monde, leur demandant de coopérer à l'arrestation et à la poursuite des personnes mises en accusation ou à leur transfert au Rwanda pour que justice soit faite.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Bureau du Procureur à tous les États Membres pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations légales internationales et fournissent l'assistance nécessaire pour localiser et appréhender les fugitifs impliqués dans le génocide. Nous remercions les États Membres – en particulier l'Allemagne, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Malawi, la Norvège, les Pays-Bas, la République démocratique du Congo et la Suède –, qui

ont participé au transfert des personnes condamnées pour génocide au Rwanda ou à leur jugement devant leurs tribunaux respectifs. Nous exhortons tous les États Membres, notamment les membres du Conseil, à s'engager en faveur du droit international, de l'état de droit et de la justice, soit en poursuivant les personnes mises en accusation qui vivent sur leur territoire, soit en les transférant au Rwanda pour qu'elles y soient poursuivies.

Nous demandons expressément que soient arrêtés et jugés le docteur Vincent Bajinya, Emmanuel Nteziriyayo, Charles Munyaneza, Célestin Ugirashebuja et Célestin Mutabaruka, qui vivent toujours en liberté au Royaume-Uni. Nous appelons également l'Afrique du Sud à coopérer à l'arrestation de M. Kayishema Fulgence, qui vit toujours en Afrique du Sud, malgré plusieurs appels à la coopération du Procureur. Nous saluons les efforts déployés par la France pour traduire en justice les fugitifs qui se sont réfugiés dans le pays, et nous l'encourageons à poursuivre ces efforts, en particulier dans le cas des docteurs Sosthène Munyemana, Eugène Rwamucyo, Marcel Bivugabagabo et Charles Twagira, qui vivent également encore en France.

Le Procureur a fait état d'une tendance très préoccupante : il y a de plus en plus de nouveaux procès et de procès en appel, où les témoins subissent des pressions ou sont corrompus pour changer leur témoignage. L'affaire d'outrage *Le Procureur c. Maximilien Turinabo et consorts* qui vise plusieurs accusés en est un bon exemple. Nous félicitons le Bureau du Procureur pour le travail qu'il a effectué dans l'affaire *Le Procureur c. Augustin Ndirabatware* – ce dernier ayant été condamné pour crime de génocide – où il a été établi que des témoins avaient été corrompus et que des personnes avaient commis un outrage au Tribunal. Mais cela est loin d'être un cas isolé. Des pratiques similaires ont été observées lors de tous les précédents procès.

S'agissant de la libération des personnes condamnées pour génocide, comme l'a indiqué le Président, le juge Agius, neuf condamnés libérés ou acquittés par le Tribunal vivent toujours à Arusha aux frais des États Membres, dont le Rwanda, car leurs dépenses quotidiennes et leur logement sont payés par les contributions des Membres au budget du Mécanisme. Cela témoigne de l'ironie tragique du système judiciaire international. Certains États Membres ont du mal à coopérer avec le Bureau du Procureur pour traduire en justice les auteurs des crimes les plus odieux, mais trouvent normal que l'argent de leurs contribuables

soit utilisé pour verser des indemnités de subsistance aux personnes libérées, de nombreuses années après leur acquittement. Dans certains cas, des frais et indemnités de subsistance sont payés par le TPIR – et ultérieurement par le Mécanisme – depuis plus de 10 ans. Dans un cas particulier, ces indemnités sont payées depuis 15 ans. Le Rwanda estime qu'elles sont injustifiées et doivent tout simplement s'arrêter.

Enfin, les quatre points que j'ai soulignés reflètent l'évaluation par le Rwanda de la mauvaise performance du Mécanisme au cours des sept dernières années et son incapacité à s'acquitter de sa mission principale, qui est de mener à bien les travaux en suspens des anciens Tribunaux pénaux, à savoir le TPIR et le TPIY. Le Rwanda compte sur une amélioration de la performance du Mécanisme et une coopération véritable avec celui-ci sous la direction du juge Agius. Nous sommes encouragés par la collaboration et le dialogue constructifs que ce dernier entretient avec toutes les parties prenantes, y compris mon gouvernement, depuis qu'il a pris ses fonctions il y a six mois. Nous appelons également les États Membres qui abritent des fugitifs soupçonnés de génocide à coopérer plus efficacement avec le Bureau du Procureur afin que ces individus soient amenés à rendre compte des crimes commis durant le génocide de 1994 contre les Tutsis au Rwanda.

Pour terminer sur une note plus positive, actuellement au Rwanda, les survivants et les auteurs du génocide vivent côte à côte, sur les mêmes collines et au sein des mêmes communautés, coexistant dans la paix. L'administration de la justice au Rwanda a joué un rôle capital pour rendre cela possible en luttant contre la culture de l'impunité et en reconstruisant les communautés et le tissu social détruits en 1994.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Bosnie-Herzégovine.

M. Alkalaj (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le présent mois et d'avoir porté cette question extrêmement importante à l'attention du Conseil. Je tiens également à remercier les dirigeants du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, le juge Carmel Agius et le Procureur Serge Brammertz, de leurs rapports respectifs (S/2019/417, annexes I et II) et des exposés détaillés qu'ils ont présentés aujourd'hui. Je serai donc assez bref.

Nous prenons note des progrès continus accomplis par le Mécanisme dans l'accomplissement des activités résiduelles du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), qui a fermé ses portes. En outre, je tiens à souligner que l'achèvement du mandat du Mécanisme de manière efficace et dans un délai raisonnable revêt une importance capitale pour la justice et la réconciliation en Bosnie-Herzégovine et dans la région.

Au fil des ans, la Bosnie-Herzégovine a coopéré pleinement et inlassablement avec le TPIY, comme le montre le rapport du Tribunal. Dans le même esprit, nous demeurons déterminés à contribuer activement aux efforts que déploie le Mécanisme pour accomplir sa mission. Les poursuites contre les auteurs de crimes de guerre, quelle que soit l'affiliation nationale ou religieuse des responsables ou des victimes, sont essentielles au rétablissement d'une stabilité à long terme dans le pays et la région.

Nous tenons à remercier l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en

Europe et le Programme des Nations Unies pour le développement de leur appui au renforcement des ressources humaines et matérielles des institutions judiciaires qui traitent des affaires de crimes de guerre, ainsi qu'au renforcement des capacités en général. Par ailleurs, la coopération constante entre le Bureau du Procureur et les autorités compétentes en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Croatie, conformément aux principes de la justice internationale et de l'état de droit, est cruciale en ce qui concerne les enquêtes et les poursuites pour crimes de guerre.

Enfin, je tiens à souligner que la Bosnie-Herzégovine reste déterminée à mener des enquêtes et à poursuivre et sanctionner les personnes responsables de crimes de guerre. Nous continuerons d'œuvrer au renforcement de notre système judiciaire national. Le renforcement de la justice est synonyme de renforcement de la confiance et de la stabilité en Bosnie-Herzégovine et dans la région des Balkans occidentaux.

La séance est levée à 12 h 35.